



Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT

Numéro 2, février - 2020

La CIMCT Percée unique avec une nouvelle stratégie





Altahalouf

Numéro 2, février 2020

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT



Département Général de la
Planification et de la Coordination

Superviseur général

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

Secrétaire Général de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en chef

Le Colonel Hassan Al-Amri

Directeur du Département de la Planification et de la Coordination

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias



Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124

Communiquer avec le Magazine par courrier électronique

magazine@imctc.org

Pour la version électronique



La CIMCT inaugure sa Deuxième Session Stratégique



Le Sultanat d'Oman un pays sans terrorisme

Pourquoi le Sultanat d'Oman est-il exempt de terrorisme et de terroristes?



Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT



Département Général de la Planification et de la Coordination

Numéro 2, février 2020

Conditions de publication:

- Les opinions publiées dans le magazine expriment l'opinion de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du magazine.
- Le matériel envoyé doit être au cœur du thème du magazine (combattre le terrorisme) et lié à l'une de ses quatre sections: Intellectuelle, médias, financement du terrorisme et militaire.
- Le matériel doit être authentique, objectif et novateur; d'un curriculum, d'une langue et d'un style appropriés.
- Dans le matériel de recherche, il est impératif d'engager de la documentation, en at-

tribuant les citations à leurs propriétaires, les emprunts à leurs sources; et en fournissant les références des données.

- Le matériel doit être rédigé dans l'une des trois langues: Arabe, anglais ou français.
- Le matériel ne doit pas avoir été publié par quelque moyen que ce soit, sous forme imprimée ou électronique, même en changeant le titre ou en procédant au moindre changement.
- Le matériel ne doit pas provenir d'une recherche ou d'un livre, que ce soit de l'écrivain lui-même ou d'autres.
- Le matériel qui ne sera pas publié n'est pas



16

Le plan américain

de lutte contre le terrorisme

Opportunités et défis



22

Initiative de réadaptation et d'intégration



24

Groupes haineux
Remorqueurs du terrorisme radical de droite



30

Jeunesse et extrémisme



36

Rôle des acteurs universitaires dans l'élaboration de politiques innovantes de prévention de la radicalisation

Le cas italien

nécessairement mauvais. Le rejet peut être dû à des considérations techniques ou autres, comme d'avoir déjà publié un article similaire l'auteur en sera informé.

- Le comité éditorial a le droit de disposer du matériel soumis, de l'abrégé, le modifier, le corriger et l'évaluer, sans préjudice à l'essence du sujet ni à ses idées principales.
- L'auteur a le droit de republier son contenu de la manière qui lui convient, à condition qu'il déclare explicitement que ce contenu a déjà été publié dans le Magazine de la Coalition.
- Le Magazine de la Coalition a le droit de republier le contenu de quelque manière que ce

soit, par voie électronique ou dans des publications indépendantes.

- Le Magazine de la Coalition a le droit de traduire le contenu dans n'importe quelle langue et de le republier dans ces langues.
- Le matériel envoyé est informatisé avec le programme Word, (Arabe Traditionnel), mesure 18 pour l'arabe, avec notes de bas de page et sources, le cas échéant, à la fin de l'article, avec les caractères romains (New Roman), mesure 14, pour l'anglais ou le français.
- Il est préférable de transcrire les versets coraniques tirés du texte du Coran en calligraphie ottomane, en les mettant entre crochets

et en mentionnant le nom de la sourate et le numéro du verset.

- Il est souhaitable de joindre des images illustratives liées à l'article. Les images doivent être tirées de sites de photos spécialisés et non de journaux et de magazines.
- Le Curriculum Vitae de l'auteur doit être joint à l'article, quand il participe pour la première fois, y compris notamment: Prénom, nationalité, pays de résidence, spécialisation, emploi actuel, productions scientifiques et culturelles, adresse électronique, numéro de compte bancaire et photo récente de première entrée.



Percée unique avec une nouvelle stratégie

Le terrorisme est un dossier brûlant à notre époque qui a acculé beaucoup de pays à prendre de nombreuses mesures ayant occasionné souffrances et turpitudes pour toutes les sociétés humaines. Notre monde islamique fut l'une des premières victimes de ce fléau et la région la plus affectée par ses répercussions nocives.

Étant le berceau de la révélation et le point de mire des musulmans, et conscient de la nécessité d'un effort collectif islamique organisé, en harmonie avec les activités internationales de lutte contre le terrorisme, le Royaume d'Arabie Saoudite a proclamé la Coalition Islamo-Militaire pour Combattre le terrorisme (CIMCT) annoncée par Son Altesse Royale le prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz, Prince Héritier, Vice-Président du Conseil des Ministres, Ministre de la Défense, et Président du Conseil des Ministres de la Défense des pays de la Coalition, en Décembre 2015. La Coalition s'est chargée alors de coordonner, avec une grande efficacité, les efforts intellectuels, médiatiques, militaires et de lutte contre le financement du terrorisme, appuyée par la solidarité islamique des pays membres et en partenariat avec les pays amis.

La CIMCT qui comprend 41 pays islamiques, est devenue une entité unifiée et organisée capable de faire face au phénomène du terrorisme. Elle est considérée comme une importante plus-value, et ses portes sont toujours ouvertes à tous les pays islamiques souhaitant lutter contre l'extrémisme et le terrorisme.

La vision stratégique de la Coalition est d'atteindre le leadership mondial dans la lutte contre le terrorisme, et nous nous considérons en tant que premier partenaire dans les efforts internationaux de maintien de la paix et de la sécurité internationales, à la lumière des quatre valeurs, à savoir: La détermination, la solidarité, la souplesse et la proactivité.

Tout en continuant à prendre des mesures accélérées pour atteindre ses objectifs, la CIMCT estime que les révisions, l'auto-évaluation et le développement doivent prendre leur place. Aussi, avons-nous procédé, grâce à Allah, au lancement de la 2e Session Stratégique (2020-2022), qui a débuté en janvier 2020. Cette session est une extension des efforts couronnés de succès de la première session stratégique (2017-2019), qui fut une phase de fondation et de lancement, et un aboutissement des expériences, des connaissances et des enseignements tirés par la Coalition à cet égard au cours des dernières années.

Ce plan stratégique a été mis au point selon une approche minutieuse pour atteindre des objectifs futurs prometteurs, tout en tenant compte de l'expansion qui a eu lieu au sein de la Coalition en termes de tâches, de responsabilités et d'adhésion d'un plus grand nombre de pays membres.

Superviseur Général

La CIMCT inaugure sa Deuxième Session Stratégique



Le Centre de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT) a inauguré sa deuxième session stratégique 2020/2022 le 2 janvier 2020 à Riyad. Le document de la session prône une vision stratégique fondée sur "le leadership dans la lutte contre le terrorisme et le premier partenaire aux efforts internationaux pour maintenir la paix et la sécurité internationales", et se base sur "la coordination, l'unification et le soutien des efforts intellectuels, médiatiques et militaires, et les efforts de lutte contre le financement du terrorisme, des États Membres, pour combattre le terrorisme, avec un haut degré d'efficacité et d'activité, en partenariat avec les pays amis".

La stratégie de la Coalition à sa Deuxième Session confirme l'alignement sur les exigences de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et analyse l'environnement stratégique du terrorisme dans ses dimensions: Politique, intellectuelle, économique, financière, sociale, juridique, médiatique, technique et militaire.

Le document examine les objectifs stratégiques de la Coalition et ses indicateurs de performance stratégiques, à savoir:

■ Lutter contre le terrorisme à travers

la sphère intellectuelle en faisant face aux théories et aux idées de la pensée terroriste qui déforment la croyance islamique correcte et en mettant en évidence les principes et valeurs islamiques appelant à la modération, à la tolérance et à la coexistence.

■ Lutter médiatiquement contre le terrorisme, en mettant au point un discours médiatique rigoureux, influent et attrayant, pour réfuter la propagande médiatique des groupes extrémistes violents et pour éduquer l'opinion publique sur ses dangers.

■ Lutter contre le terrorisme en réduisant son financement, et ce en améliorant le niveau des opérations de prévention et de détection, et en réduisant les opérations de financement du terrorisme.

■ Lutter contre le terrorisme par le biais de la coordination militaire, sécuritaire et humanitaire, en soutenant les capacités militaires, de sécurité, de renseignement et de secours des États Membres pour faire face aux organisations terroristes armées.

■ Lutter contre le terrorisme au moyen de la solidarité islamique et humanitaire, en renforçant la solidarité islamique et humanitaire entre les États Membres de la Coalition, et en veillant à ce qu'ils s'unissent contre le terrorisme.

Le document traite également des initiatives de la Coalition pour atteindre ses objectifs stratégiques, dont les initiatives fondamentales mises en œuvre, telles que l'initiative de réadaptation et de réinsertion sociale des personnes ayant des idées extrémistes et un comportement terroriste, qui vise à réhabiliter les extrémistes dans les pays de la Coalition, et à tirer parti des expériences réussies et des meilleures pratiques pour développer un programme modèle de réadaptation psychologique et intellectuelle à l'intention des récidivistes terroristes. Il y a également l'Initiative du Glossaire du Terrorisme devant être utilisé comme référence originale dans le dialogue et le débat internationaux sur la question du terrorisme. La Coalition dispose aussi de l'Initiative sur l'Étude de la Situation des Organisations Terroristes, devant renforcer les moyens de contrecarrer les propos des organisations extrémistes violentes, ainsi que leurs opérations, financement et communications. Il y a de même l'Initiative du Document de la Coalition qui inclut sa vision, sa mission et ses objectifs. Quant aux initiatives proposées, elles sont au nombre de 32, réparties entre les domaines d'action et les objectifs stratégiques de la Coalition.

Indice Mondial du Terrorisme (GTI) 2019

Le terrorisme baisse en intensité et se propage

Les études qui s'intéressent au terrorisme abondent, mais le rapport de l'Indice Mondial du Terrorisme (GTI) demeure hors de pair. La 7^e édition du rapport vient d'être publiée. Elle comprend un résumé complet des principales tendances et catégories mondiales du terrorisme au cours des 50 dernières années, couvrant 163 pays où habitent 99,7% de la population mondiale.

■ Taux régional du terrorisme

L'indice a confirmé une baisse du nombre total de décès dus au terrorisme pour la 4^e année consécutive, puisque ce nombre a atteint les 15 952 morts en 2018, avec une diminution de 15,2% par rapport à 2017 et de 52% par rapport à 2014. Les conditions de 9 des dix pays les plus touchés par le terrorisme se sont améliorées. Seuls trois pays ont enregistré chacun plus d'un millier de décès, soit le nombre le plus bas depuis 2011.

Sur le plan régional, 93% de tous les décès dus au terrorisme entre 2002 et 2018 se sont produits dans trois régions: L'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique Subsaharienne. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont enregistré le plus grand nombre de décès avec 93700 personnes. Pour la première fois depuis 2012, l'Asie du Sud a enregistré plus de décès en 2018 que dans toute autre région. L'Afrique subsaharienne compte le deuxième plus grand nombre de décès dus au terrorisme et occupe désormais la troisième place. C'est la première année depuis la publication de l'indice que la région subsaharienne enregistre plus de décès que ses environs, en raison de la forte activité terroriste des extrémistes Peuls au Nigéria et de 13 groupes terroristes dont six sont actifs au Sud du Grand Sahara et qui ont tué plus de 100 victimes.

L'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont enregistré la meilleure amélioration de l'impact du terrorisme, le nombre de morts ayant diminué respectivement de 70% et 65%. Le plus grand nombre de décès est survenu dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec plus de 4 400 cas depuis 2017. 12 pays de la région ont enregistré une diminution du nombre de décès dus au terrorisme, soit 83% de moins qu'à son apogée en 2014.

En Europe, le nombre de décès de terrorisme a diminué pour la deuxième année consécutive, passant de plus de 200 décès en 2017 à 62 décès en 2018. L'Europe occidentale a enregistré 183 incidents, le nombre le plus bas depuis 2012. Le nombre de pays d'Europe occidentale qui ont enregistré des décès en 2018 a diminué de neuf pays en 2017 à cinq pays en 2018.

Malgré la diminution du nombre de décès dus au

l'indice, le nombre de pays touchés par le terrorisme est toujours élevé, 71 pays ayant signalé au moins un décès dû au terrorisme en 2018, ce qui est le deuxième plus grand nombre de pays depuis 2002. 103 pays ont subi au moins un incident terroriste.

■ Le groupe terroriste le plus dangereux

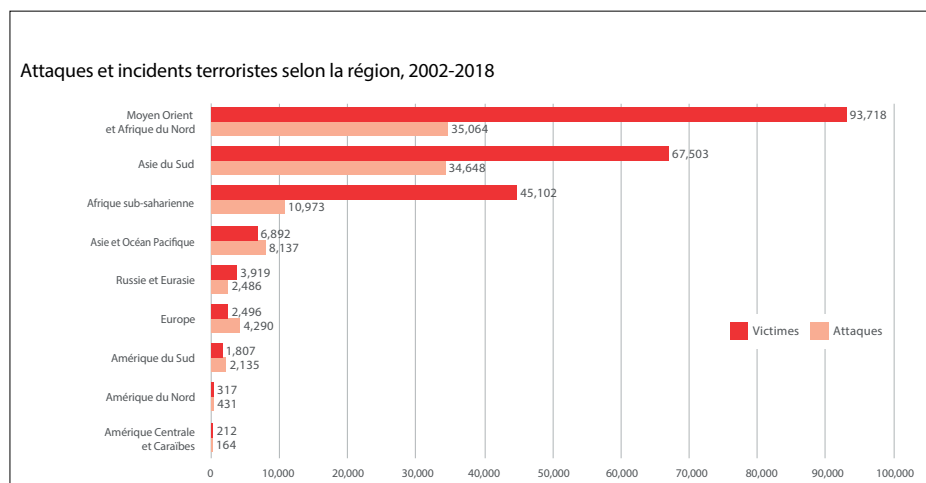
Les quatre groupes terroristes responsables de la plupart des décès en 2018 sont: Les Taliban, Daech (en Irak et au Levant), Daech au Khorasan et le groupe Boko Haram. Ces groupes sont responsables de 9223 victimes, soit 57,8% de toutes les victimes du terrorisme en 2018.

Le nombre de victimes de Daech a continué de diminuer pour la deuxième année consécutive, passant de 4 350 décès en 2017 à 1 328 en 2018, soit 69% de moins. C'est la première fois depuis 2014 que Daech n'est pas le groupe terroriste le plus sanglant, et ses attaques

à Daech ont été très actifs, la branche de Daech au Khorasan a été la 4^e plus sanglante organisation en 2018, avec plus de 1000 morts.

Parmi les dix pays les plus touchés par le terrorisme figurent 7 pays arabes ou islamiques, dont 6 occupent les six premiers rangs. Il s'agit respectivement de l'Afghanistan, Irak, Nigéria, Syrie, Pakistan et Somalie. Le Yémen se classe huitième.

L'Afghanistan a enregistré 7379 décès dus au terrorisme, avec une augmentation de 59% par rapport à l'année précédente, dont 83% sont la responsabilité des Taliban. Le pays a été témoin de 1443 incidents terroristes dont 9 parmi les 10 plus grandes attaques terroristes en 2018, ce qui le place en bas de l'échelle. Quant à l'Irak, il n'est plus le pays le plus touché par le terrorisme dans le monde, pour la première fois depuis 2003. Il a enregistré la plus forte baisse du nom-

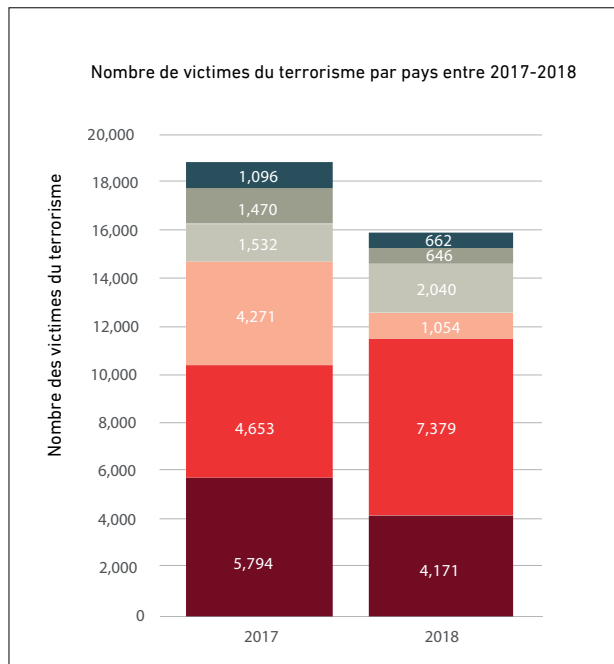


terrorisme et l'amélioration de 98 pays sur l'échelle de

ont reculé de 63%. Cependant, certains groupes affiliés

bre de décès liés au terrorisme en 2018, puisqu'il

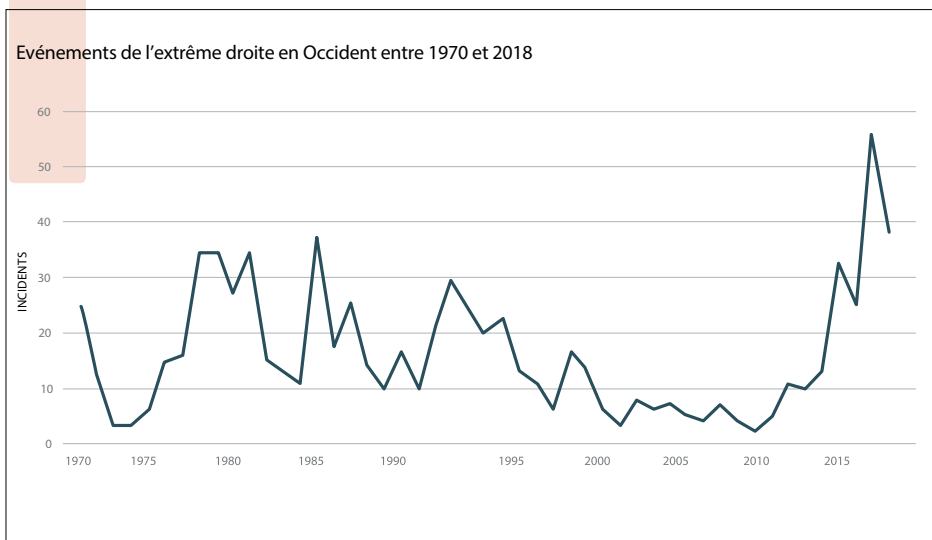
est passé de 4271 décès en 2017 à 1054 en 2018, soit



moins de 75%, ce qui est le plus faible nombre de vic-

Le terrorisme d'extrême droite

L'une des tendances les plus inquiétantes de l'indice est la croissance du terrorisme d'extrême droite au cours des cinq dernières années,



incidents terroristes sont passés de 1956 incidents

en 2017 à 1131 en 2018. Au Nigéria, le nombre de morts terroristes est passé à 2040 morts en 2018, avec une augmentation de 33% par rapport à l'année précédente. Les extrémistes Peuls ont tué 1158 personnes, soit 308% de plus que l'année précédente. Quant à Boko Haram, il a tué 589 personnes, en baisse de 42% par rapport à l'année précédente, alors que le nombre d'incidents terroristes qu'il a commis est passé de 222 en 2017 à 144 en 2018. Dans le sillage de la diminution de l'intensité du conflit en Syrie, les décès terroristes ont diminué de 40% à 662 victimes en 2018, et les incidents terroristes ont diminué à 131 incidents la même année.

Au Pakistan, l'impact du terrorisme a diminué pour la cinquième année consécutive en 2018, le nombre des décès ayant chuté de 37% à 537 morts par rapport à l'année précédente, et 81% par rapport à l'année 2013. La Somalie a enregistré la deuxième plus grande baisse du nombre de décès terroristes en 2018, après avoir connu ses années les plus sanglantes en 2017, les décès sont passés de 1 470 victimes en 2017 à 646 en 2018 soit 56% de moins et les incidents terroristes sont passés de 372 incidents en 2017 à 286 en 2018. Les décès du terrorisme au Yémen ont diminué pour la 4e année consécutive, de 20% entre 2017 et 2018, et de 80% par rapport à 2015.

de l'ordre de 320%, et cette tendance s'est poursuivie en 2019, avec 77 décès jusqu'en Septembre 2019. L'extrême droite a commis 38 attaques

en 2018, le nombre d'arrestations liées au terrorisme de droite a augmenté en Europe en 2019 pour la troisième année consécutive. Des arrestations ont eu lieu en France et un réseau italo-suisse qui possédait des armes sophistiquées dont un missile air-air a été démantelé. L'indice note que près de 60% des attaques de la droite entre 1970 et 2018 ont été perpétrées par des individus non affiliés à des organisations, contrairement aux groupes terroristes de gauche ou séparatistes (10% d'attaques en solo). Les attentats terroristes de droite sont dus à la baisse de la paix positive en Occident et l'augmentation du niveau des troubles sociaux. L'escalade des attaques terroristes de l'extrême droite

en Occident a incité les observateurs à appeler les services de sécurité et de renseignement à prendre davantage au sérieux cette menace, qui complique la guerre contre le terrorisme bien que les opérations anti-terroristes ciblant l'extrême droite en Europe aient triplé entre 2017 et 2018. L'indice note que la lutte contre l'extrémisme de droite devra contribuer à l'impartialité des programmes de lutte contre l'extrémisme violent critiqués pour leur stigmatisation des sociétés musulmanes! Les systèmes judiciaires oc-

cidentaux sont insuffisants pour traiter les crimes terroristes d'extrême droite et rendent difficile de poursuivre leurs auteurs en tant que terroristes. Ils sont alors jugés pour des crimes haineux plutôt que pour des crimes terroristes. Le rapport de l'indice avertit aussi que le fait de traiter les crimes de droite comme des incidents individuels réduit la coopération internationale dans ce domaine. Et bien que le terrorisme d'extrême droite ne cesse d'augmenter au cours de la dernière décennie, le niveau du terrorisme poli-

tique en Occident est beaucoup plus bas qu'il ne l'était en 1970-1980. Il y a eu 322 attaques terroristes à motivation politique en Occident, contre 1 677 entre 1970 et 1980, menées à 93% par les groupes terroristes de gauche, et dont 295 se sont produites en 1977 seulement. La baisse des incidents terroristes en Occident après 1980 est due à la disparition du terrorisme de gauche qui a perpétré la plupart des attaques dans les années 1970 et 1980 via de petites cellules de groupes marxistes ou anarchistes. Entre 1970 et 2018 en Occi-

dent (Europe, Amérique du Nord, Australie et Océanie), 11 109 attaques terroristes ont eu lieu, dont 70% pour des raisons nationales ou séparatistes, 26% pour des raisons politiques et 3,4% pour des raisons religieuses. La dernière décennie a connu une augmentation de 38% des attaques terroristes politiques dont 17,8% pour des motifs religieux. Au cours des cinq dernières années, 270 attaques terroristes ont eu lieu pour des raisons politiques où au moins 84 personnes ont été tuées au cours des dix premiers mois de 2019.

Impact économique du terrorisme

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord supporte 36% des pertes directes dues au terrorisme dans le monde.

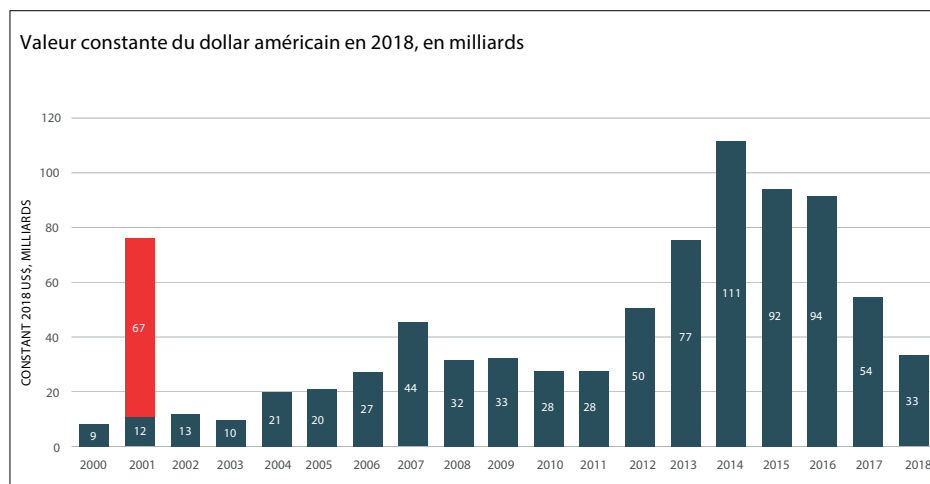
La valeur de l'impact économique mondial du terrorisme était de 33 milliards de dollars en 2018, contre environ 54 milliards de dollars en 2017, soit une diminution de 38%. C'est la

4^e année consécutive que l'impact du terrorisme a diminué économiquement. Son pic en 2014 était de 111 milliards de dollars, puis il a diminué à 94 milliards en 2015 et 92 milliards en

2016. Depuis 2014, cet impact a diminué de 62% au Nigeria, 82% en Irak et 90% au Pakistan.

L'indice exclut, toutefois, le coût des effets économiques à long terme du ter-

rorisme, tels l'impact sur le tourisme, le commerce, l'industrie et l'investissement, et les coûts liés à la lutte contre le terrorisme. Par rapport à d'autres types de violence tels que les conflits militaires et armés, les pertes dues au terrorisme ne représentent pas plus de 0,2% du coût mondial de la violence, qui a atteint 14,1 milliards de dollars en 2018. L'Afghanistan en 2018 a été le pays le plus touché par le terrorisme sur le plan économique, puisque ce fléau a coûté 19,4% à son PIB, soit sept points de plus qu'en 2017. Aucun autre pays n'a vu le coût du terrorisme dépasser 5%



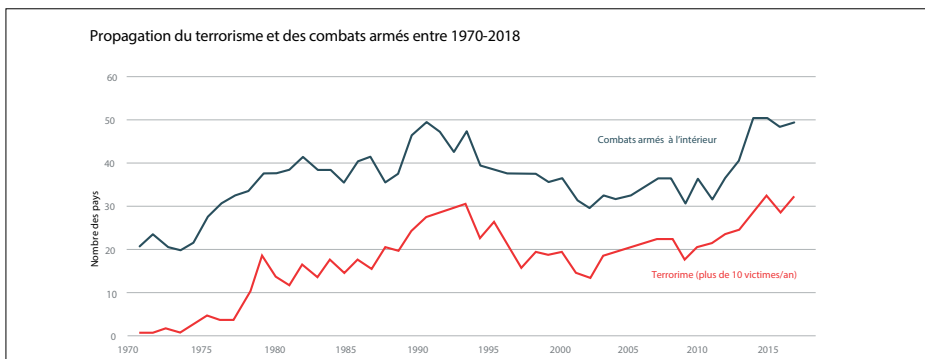
de son PIB. En Irak, placé après l'Afghanistan, le coût a été de 3,9% de son PIB. Quant à la région subsaharienne, elle est la plus économiquement touchée

coués par des conflits violents, de même que les dix pays les plus touchés par le terrorisme étaient en prise à des conflits armés. Le rapport de l'indice in-

décès du terrorisme ont diminué de 52%. Depuis 1970, 93% des décès dus au terrorisme sont survenus dans des pays confrontés à des conflits armés internes,

comme (Groupes rebelles) en conflit ouvert avec le gouvernement, comme c'est le cas avec: les FARC en Colombie, les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul au Sri Lanka et les Basques en Espagne, Boko Haram au Nigéria, Daech en Irak et au Levant, les Houthis au Yémen et le Front Démocratique National du Bodoland en Inde. Tous ces groupes sont responsables d'un grand nombre d'attaques terroristes.

Dans les pays en conflit, les opérations terroristes font partie souvent du plan d'action des groupes rebelles. Cependant, il y a eu des conflits dans lesquels les groupes terroristes se sont transformés en mouvements rebelles mais ont continué à user du terrorisme. Au cours des cinq dernières décennies, 34 groupes terroristes dans 20 pays sont devenus des parties actives à un conflit armé interne contre le gouvernement sans renier leur action terroriste.



par le terrorisme avec 12,2 milliards de dollars de pertes, suivie par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord avec une perte de 11,9 milliards de dollars.

■ Conflits internes

95% des victimes du terrorisme se trouvent dans des pays secoués par les conflits qui sont le principal moteur de l'activité terroriste. 95% des décès dus au terrorisme ont eu lieu, en 2018, dans des pays se-

dique que les conflits armés internes impliquant des groupes terroristes durent jusqu'à deux fois la durée d'autres conflits. Les décès liés aux conflits et ceux causés par le terrorisme vont presque de pair. Entre 2011 et 2014, les décès liés au conflit ont augmenté de 318% et les décès liés au terrorisme de 353%. Entre 2014 et 2018, les décès liés aux conflits ont diminué de 49% et les

et 88% d'entre eux se sont produits dans des pays connaissant des conflits intenses ou des guerres civiles. Au cours des trois dernières années, l'intensité de certains de ces conflits a encore diminué, de sorte que le nombre de morts liées aux conflits et au terrorisme a diminué de 50% par rapport à 2014. Les groupes terroristes dans les pays en conflit sont souvent classés

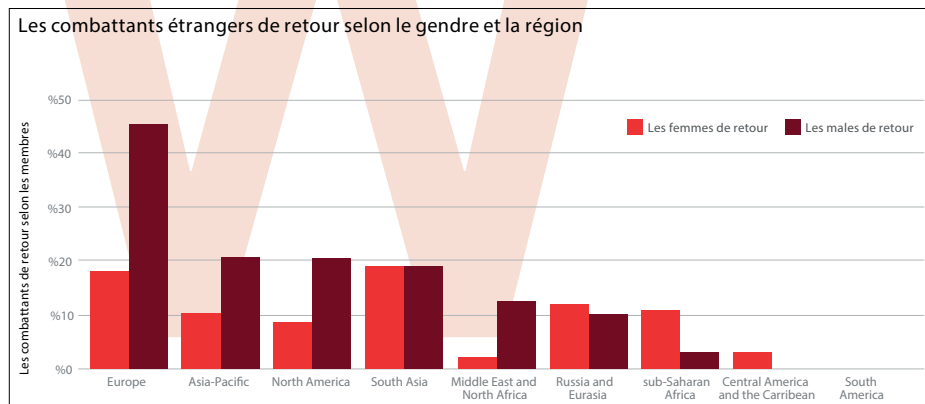
Les femmes et le terrorisme

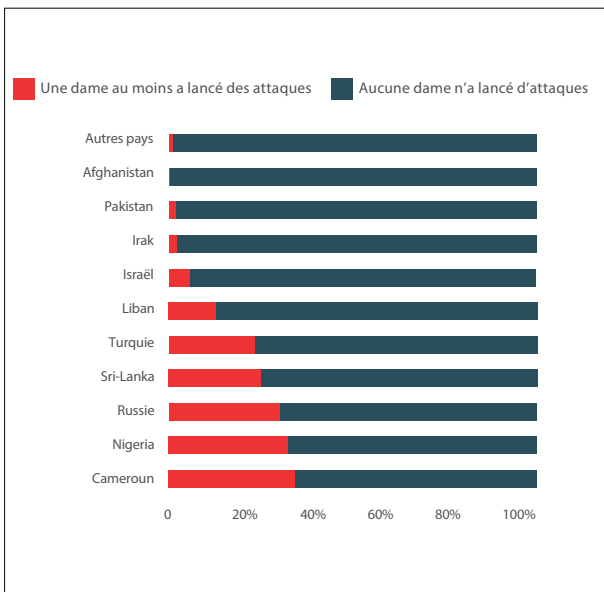
Les attentats suicides de femmes ont augmenté de 450% depuis 2013. Les

femmes ont commis plus de 300 attentats-suicides depuis 1985, tuant 3.071

personnes, soit 5% des attentats-suicides dans le monde. Le pourcentage

est passé à 7% en 2018. Les femmes ont participé à 30% des attentats suicides en Russie, dans le cadre du conflit russo-tchéchène. Lors de la guerre civile au Sri Lanka, les femmes ont commis 25% des attentats-suicides. Depuis 2014, les attentats suicides de femmes sont passés d'incidents relativement non récurrents à une caractéristique dominante dans certaines organisations. Boko Haram a commis





au cours des cinq dernières années au moins 146 attentats suicides de femmes ayant tué près de 900 personnes, soit 87% de tous les décès de ce type d'attaque. Les attentats-suicides des femmes étaient plus meurtriers mais les forces de sécurité se sont adaptées à cette situation. En 2018, le taux de mortalité des attaques mortelles chez les hommes était de 10,2 décès par attaque, contre 3,3 pour la gent féminine.

■ **Les femmes de Daech**
 Depuis 2013, plus de 50000

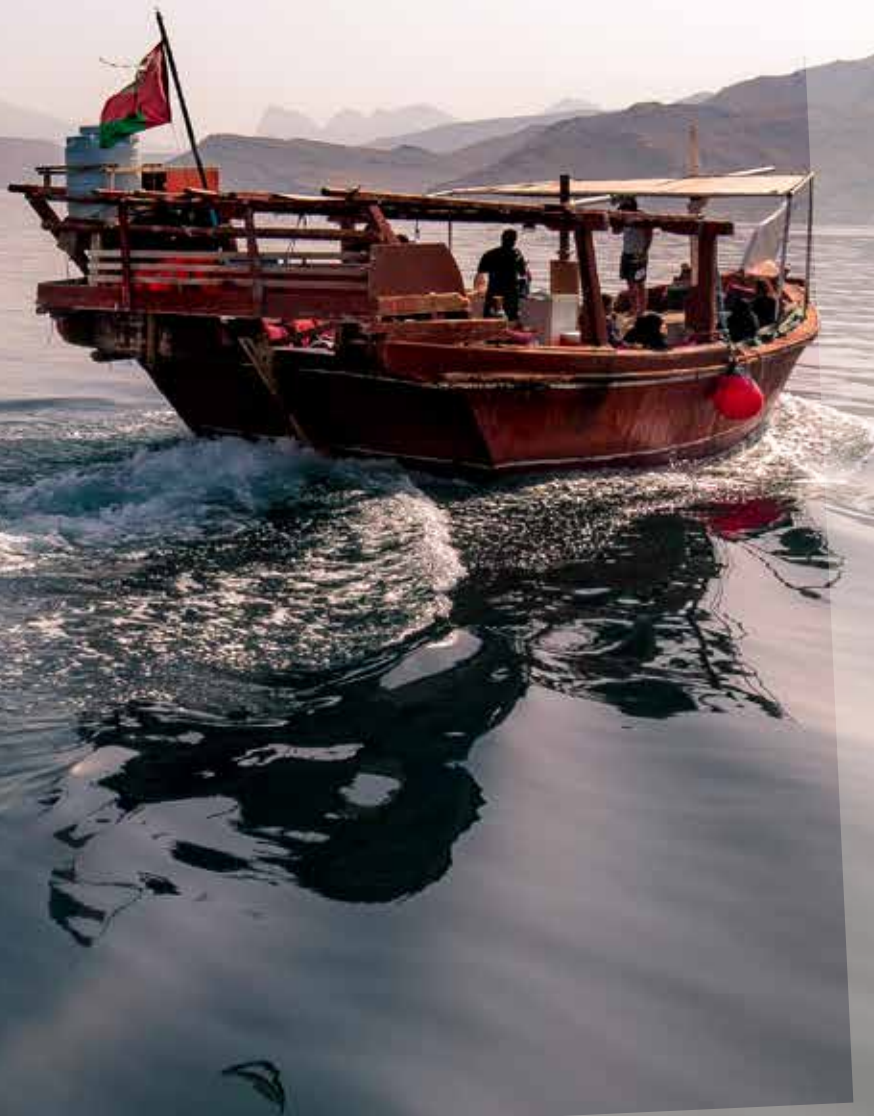
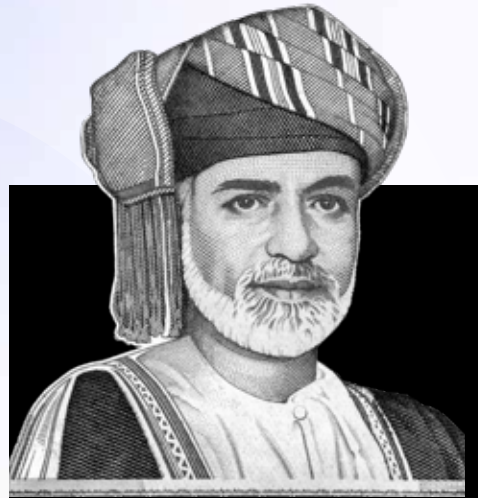
personnes de 83 pays sont allées en Irak et en Syrie pour rejoindre Daech, dont 6902 femmes. En Juillet 2019, environ 8 820 personnes sont rentrées, soit 16% des étrangers ayant rejoint le groupe, alors que les femmes de retour n'ont pas dépassé les 7%. Il y a encore des milliers de femmes de Daech en Irak et en Syrie dans le camp d'Al-Hol, le plus grand camp de réfugiés en Syrie, où vivent 12000 adeptes de Daech, dont 4 000 femmes et 8000 mineurs. ■



Le Sultanat d'Oman un pays sans terrorisme

Pourquoi le Sultanat d'Oman
est-il exempt de terrorisme et
de terroristes?

Le Sultanat d'Oman et les nations arabes et islamiques ont perdu le 10 Janvier 2020 le Sultan d'Oman Qabous bin Saïd, après un règne plein de réalisations et de succès, au cours duquel son pays a accompli progrès, paix et stabilité. Oman se classait jusqu'au milieu du XXe siècle, au 2e rang des pays les moins avancés du monde, socialement et économiquement. En 1970, il n'y avait que trois écoles et 900 élèves, alors que le nombre d'écoles y atteint aujourd'hui près de 1 800 écoles avec plus de 750 mille élèves.



Dans une région en proie à des conflits et des guerres de toutes sortes, Oman est resté un havre de paix et de sécurité. Il n'a pas connu un seul incident terroriste pendant des années. Il a évité toutes sortes de conflits et a joué le médiateur pour faire la paix entre les différents belligérants. L'année dernière, le Forum économique mondial a classé Oman au 4e rang des pays les plus sûrs au monde.

La prise de conscience par Oman du danger des conflits régionaux dans la région est intervenue tôt. À la fin des années 70 du siècle dernier, le Sultanat a interdit à ses citoyens d'aller dans les zones de conflit, et au cours des années 80 et 90, aucun Omanais n'a rejoint les «Arabes afghans» devenus le noyau d'organisations extrémistes et terroristes.

Au cours des deux dernières décennies, aucun citoyen du Sultanat d'Oman n'était membre d'Al-Qaïda, de Daech ou d'autres organisations terroristes. Le Sultanat occupe une bonne place dans l'Indice Mondial du Terrorisme (GTI 2019). Il est le seul pays du Moyen-Orient parmi 26 pays au monde à être exempt de terrorisme. En 2015, le Centre International pour l'étude de l'extrémisme et de la violence politique au Kings Collège de Londres a indiqué que Daech comptait plus de 20 000 combattants étrangers, dont pas un seul



n'est omanais. L'État gère sa diversité culturelle, religieuse et sectaire grâce à une politique prudente et une connaissance approfondie de sa nature, comme en témoigne la paix sociale et la tolérance qui y prévalent. Bien qu'il soit fortement implanté au Yémen avec lequel il partage 288 kilomètres de frontières, Al-Qaïda dans la péninsule arabique n'a réussi à attirer aucun citoyen

omanais, ni à transférer ses opérations en Oman. De même, les organisations terroristes n'ont visé aucun intérêt de pays étrangers sur ses territoires.

Qu'est-ce qui a fait du Sultanat un site imprenable pour les organisations extrémistes et à l'abri des idées extrémistes? Cela est dû à nombre de facteurs:

1) Politique interne

La stabilité et la paix intérieure dont jouit le Sul-

tanat d'Oman sont le résultat d'une politique planifiée par le Sultan Qabous. Oman a souffert de deux guerres civiles au XXe siècle, la guerre de Jabal Al-Akhdar qui a éclaté en 1957 et s'est achevée en 1959, et la guerre de Dhofar, qui a duré de 1962 à 1975. Le Sultanat a amnistié tous les dissidents et combattants qui ont participé à la guerre civile à Dhofar, et le Sultan Qabous a gracié les anciens

rebelles et rapatrié à Oman tous ceux qui étaient exilés. La tolérance du Sultan Qabous a contribué à réaliser une unité nationale solide et éviter les conflits internes qui constituent un milieu approprié au terrorisme. Ces mesures ont été prises en 1975, des décennies avant que les experts et les décideurs qui luttent contre le terrorisme comprennent que les conflits internes sont un environnement propice au terrorisme, 90% des victimes du terrorisme vivent en effet dans des pays secoués par des conflits et des guerres civiles.

2) Politique étrangère

Le Sultanat d'Oman a mené une politique étrangère neutre et a réussi à se mettre à l'abri du terrorisme et des coalitions. Ce faisant, il a gagné en influence en tant que médiateur de paix fiable, et a créé une immunité interne face à toute adhésion de ses citoyens à des groupes extrémistes ou armés.

Ainsi, Oman a négocié l'accord de partenariat national au Yémen en Septembre 2014, l'accord nucléaire entre l'Iran et les puissances occidentales, l'accord entre les États-Unis et les Houthis pour la libération des citoyens américains en Octobre 2016 et entre l'Iran et les États-Unis après l'arrestation par l'Iran de trois Américains en 2009.

Cette neutralité demeure toutefois active et positive, car Oman a rejoint les ef-

forts régionaux et internationaux de lutte contre le terrorisme. En décembre 2016, le Sultanat était le pays n° 41 ayant rejoint la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT), et il est membre de la Coalition Internationale pour Combattre Daech, et du Centre de Ciblage du Financement du Terrorisme à Riyad (TFTC). Il participe au Programme d'Assistance Antiterroriste (ATA) du Département d'État Américain pour développer les outils soft et durs anti-terrorisme.

3) Le système juridique

Le Sultanat d'Oman s'est rendu compte très tôt que la plupart des affaires de terrorisme étaient liées à des conflits sectaires ou ethniques. Aussi, a-t-il cherché à réaliser l'égalité entre ses citoyens pour empêcher toute instrumentalisation de sa diversité sectaire. En 1996, le Sultan Qabous a promulgué des lois interdisant la discrimination fondée sur la religion, et le Code pénal omanais, dans son article 130, punit d'emprisonnement pour une période n'excédant pas dix ans quiconque encourage les conflits sectaires, ou cherche à répandre la haine parmi les membres du peuple. Oman n'a pas effectué en effet de statistiques démographiques sur la base de la secte.

En 2007, il a promulgué la loi n° 8 stipulant l'exécution ou l'emprisonnement de

toute personne ayant établi ou participé à la création et à la gestion d'une entité terroriste, ou qui aurait participé à ses activités de quelque manière qui soit. De même, la loi n° 7 de 2018 incrimine le terrorisme non seulement pour les auteurs de crimes, mais inclut également les personnes qui incitent, financent ou facilitent ces crimes. Pour resserrer davantage la dissuasion juridique du terrorisme, le Sultanat a promulgué en Août 2014 une loi autorisant le retrait de la nationalité omanaise aux citoyens impliqués dans un acte portant atteinte aux intérêts de l'État.

Oman est pleinement conscient que la lutte contre le terrorisme nécessite de faire tarir ses ressources financières en plus de la confrontation idéologique et sécuritaire, et par conséquent, en 2016, il a publié le Décret Royal n° 30 qui resserre les restrictions sur les transferts électroniques et en espèces, et criminalise quiconque fournit ou collecte de l'argent utilisé dans un acte terroriste. Selon le Chapitre III du Décret, le Comité National de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été créé.

Dans le cadre de la mise en œuvre des 40 recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) sur le blanchiment de capitaux et la lutte contre le

financement du terrorisme, Oman a achevé les premier et deuxième niveaux des étapes de conformité technique, a finalisé toutes les réglementations nécessaires pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et prépare actuellement le cadre opérationnel et procédural nécessaire à la mise en œuvre de ces lois, en vue de son évaluation par la communauté internationale en 2021. Dans son dernier rapport d'évaluation conjoint préparé par le groupe de travail financier (GAFI) en 2011 concernant la mise en œuvre des normes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à Oman, le Sultanat a été classé en conformité avec 3 recommandations, et largement conforme à 24 recommandations du Groupe de travail (GAFI 40 + 9).

Le Sultanat a adopté des politiques internes et externes pour lutter contre le terrorisme, et a résolu les problèmes de sous-développement, de pauvreté et de divisions ethniques, pour éviter de favoriser un milieu propice à l'extrémisme violent, tout en mettant en œuvre des initiatives pour promouvoir l'éducation, favoriser le développement communautaire et répondre aux besoins sociaux et économiques, sans déraciner les Omanais de leur culture et de leur patrie. ■



Le plan américain de lutte contre le terrorisme

Opportunités et défis

■ Dr. Faleh bin Fuleihan Al-Ruwaily^(*)

Le 4 Octobre 2018, le Président américain Donald Trump a annoncé un nouveau plan de lutte contre le terrorisme, déclarant: "Le plan définit l'approche américaine de lutte contre les menaces terroristes en évolution et représente le premier plan bien défini de lutte contre le terrorisme depuis 2011". Il adopte "des moyens plus souples et élargis et aborde l'éventail complet des menaces terroristes contre les États-Unis, y compris les ennemis à l'étranger et les personnes qui cherchent à influencer les États-Unis par la violence. Il utilise la pleine puissance américaine et tous les outils disponibles pour lutter contre le terrorisme à l'intérieur, à l'étranger et dans le cyberspace".

Le plan donne la priorité à un large éventail de potentialités non militaires, telles que la prévention du recrutement de terroristes, la réduction de l'attrait de la propagande terroriste via Internet et le renforcement des capacités de la société à lutter contre le terrorisme.

* Chercheur spécialisé dans les questions d'extrémisme.

■ Parmi les points les plus marquants du plan américain figure ce qui suit:

I: L'adversaire terroriste

Le plan considère ce qu'il qualifie de (terroristes islamistes extrémistes) comme la principale menace terroriste transnationale pour les États-Unis et leurs intérêts, "à cause de leurs idées extrémistes violentes créant une identité commune utilisée pour persuader les nouvelles recrues des objectifs et des directives des groupes terroristes, et de justifier le recours à la violence pour atteindre leurs objectifs".

Les organisations terroristes les plus en vue, en particulier Daech et Al-Qaïda, ont démontré à plusieurs reprises leur volonté et leur capacité d'attaquer les intérêts américains, de continuer à planifier de nouvelles attaques et d'inspirer des individus à commettre des actes de violence aux USA. Ces groupes exploitent la faible gouvernance, l'instabilité et les injustices politiques et religieuses pour réaliser leur objectif de mettre fin à l'influence occidentale dans les pays musulmans et de remodeler la société islamique. Malgré les efforts civils et militaires déployés par les États-Unis et la coalition, ayant permis de réduire l'impact de Daech en Irak et en Syrie, cette organisation demeure la menace transnationale la plus grave. Elle dispose toujours de ressources financières, matérielles et de logistiques pour lancer des attaques extérieures, et ses dirigeants continuent d'appeler au ciblage des États-Unis. Elle compte huit succursales officielles et plus de 24 réseaux en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Les deux organisations ont inspiré des individus à lancer des attaques terroristes sur le sol américain, et cette forme de terrorisme fondamentaliste devra rester probablement la plus pertinentes

dans les années à venir.

La stratégie considère l'Iran comme le principal État parrain du terrorisme, car il soutient les groupes armés terroristes à travers le Moyen-Orient et gère un réseau d'agents qui menacent les États-Unis et le monde. Ces groupes, notamment le Hezbollah libanais, utilisent le terrorisme pour étendre l'influence de l'Iran en Irak, au Liban, dans les territoires palestiniens, en Syrie et au Yémen.

Il existe de nombreux mouvements révolutionnaires, nationalistes et séparatistes à l'étranger qui mettent souvent en danger la stabilité de la société américaine, dont le (Mouvement Nord de Résistance), une importante organisation socialiste anti-occidentale qui a mené des attaques violentes contre les musulmans, les groupes de gauche ...etc. Ceux-ci comprennent: (Le nouveau groupe de travail national nazi) en Europe et le groupe Babbar Khalsa International en Inde.

II: Établir les priorités et fournir les ressources

La gravité des menaces terroristes varie en fonction des organisations et de la région. Par conséquent, les efforts de lutte contre le terrorisme doivent être soigneusement équilibrés et inclure les efforts des collaborateurs traditionnels et non traditionnels. Les États-Unis doivent maintenir leur capacité à frapper le terrorisme dans le monde mais les outils non militaires - tels que l'application des lois, le renseignement, la diplomatie, les mesures financières, la stabilisation et le développement, la prévention, l'intervention et la réintégration - sont indispensables pour prévenir et combattre le terrorisme. C'est pour cela qu'il faudrait veiller à développer les capacités antiterroristes non militaires des collaborateurs locaux et étrangers, afin qu'ils puissent agir de manière indépendante.

III: Suivi des menaces terroristes

Les terroristes exploitent la société libre et ouverte des États-Unis pour cibler les civils. Ils profitent des technologies telles que l'Internet et les communications cryptées pour promouvoir leurs objectifs et diffuser leurs idées extrémistes. En dehors des États-Unis, ils prospèrent dans les pays aux gouvernements faibles et où les citoyens sont privés des droits.

■ Actions prioritaires:

1. Utilisation des capacités militaires et non militaires pour cibler le terrorisme et désactiver et les réseaux terroristes.
2. Promouvoir l'accès aux zones densément peuplées à l'étranger en usant de moyens innovants et de collaborateurs pour identifier et contrer les menaces potentielles.
3. User de la détention des terroristes afin d'éliminer leur danger, et améliorer la capacité de leur soutirer des renseignements, avant leur transfert aux États-Unis pour des poursuites pénales.

IV- Isoler les terroristes des sources de soutien

Les progrès techniques ont créé un monde interconnecté. L'épine dorsale de ce système est la technologie de l'information que les terroristes utilisent pour gérer leurs organisations, planifier leurs attaques, collecter des fonds et acheter des armes.

■ Actions prioritaires:

1. Déterminer l'identité des terroristes et prendre des mesures légales à leur égard dans leurs pays d'origine, tout en respectant les droits de l'homme.
2. Continuer de collecter et d'échanger les informations sur les déplacements des terroristes en coopération avec les collaborateurs pour améliorer la sécurité du transport et empêcher les terroristes fuyant les zones de conflit d'infiltrer les civils.
3. Promouvoir la coopération entre les

secteurs public et privé pour l'échange d'informations sur les transactions financières des terroristes, l'application de sanctions financières et l'exécution des lois pour les empêcher de collecter des fonds et démanteler leurs réseaux.

4. Empêcher les terroristes d'acquérir des connaissances ou d'obtenir les matériaux leur permettant de développer des armes de destruction massive et d'autres armes avancées, ou de mener des cyberattaques à grande échelle.

5. Certains pays continuent de soutenir secrètement les terroristes et les États-Unis continuent de collecter les preuves sur ces pratiques et œuvrent avec leurs alliés pour les punir.

V- Mise à jour des outils et pouvoirs pour lutter contre le terrorisme

Il faudrait devancer les attaques terroristes en développant des capacités de détection et de partage des premiers indicateurs en vue de prendre les mesures appropriées.

■ Actions prioritaires:

1. Sécuriser les frontières contre les menaces terroristes et coordonner

avec les collaborateurs à l'étranger pour empêcher l'infiltration des terroristes.

2. Adopter des technologies de traitement des données et améliorer la capacité d'accéder aux communications terroristes, en coopération avec le secteur privé.

3. Établir une base de données des identités terroristes, utiliser les données biologiques et renforcer les capacités d'analyse et de dépistage.

VI: Protéger les infrastructures et améliorer la préparation

Aux États-Unis, les infrastructures vitales sont essentielles à la prospérité américaine. Il est nécessaire de coordonner les efforts pour les renforcer et les protéger.

■ Actions prioritaires:

1. Renforcer les mesures défensives des infrastructures et des cibles Soft, et mettre en place des mesures pour le redémarrage rapide des systèmes en cas d'attaque.

2. Renforcer la coopération avec les organisations, les individus et les organes publics pour garantir que la société soit prête à résister et à se

remettre rapidement de toute attaque terroriste, y compris la possibilité d'une attaque avec des armes de destruction massive.

3. Élaboration d'un plan de communication avec le public et formation d'interlocuteurs fédéraux et locaux pour dialoguer avec les gens et favoriser la culture d'alerte et d'adaptabilité.

VII: Lutter contre l'extrémisme violent et le recrutement

Au cours des 17 dernières années, une structure solide pour lutter contre le terrorisme a été mise au point. Mais puisque aucune structure préventive n'a été développée, la lutte contre le terrorisme pourra se poursuivre indéfiniment. Le plan prévoit donc de créer une structure de prévention mondiale, avec l'aide de la société civile, des collaborateurs privés et des compagnies de technologies.

■ Actions prioritaires:

1. Soutenir les solutions locales. Agir en étroite collaboration avec les collaborateurs étrangers, le secteur de la technologie, les chefs religieux et les parties prenantes locales et internationales pour partager les meilleures





pratiques et promouvoir les adeptes du pluralisme et de la tolérance.

2. Saper la capacité des idées terroristes en offrant des alternatives à la violence et profiter des succès opérationnels, diplomatiques et de développement pour démontrer la futilité de la violence terroriste.

3. Accroître la capacité de la société civile à prévenir le terrorisme, mettre en évidence les approches de prévention et d'intervention réussies dans le pays et à l'étranger, et accroître les capacités des collaborateurs locaux grâce à la formation.

4. Soutenir les efforts d'intervention antiterroriste grâce à l'identification des signes d'extrémisme violent dans le monde réel et virtuel pour prévenir les attaques terroristes, réduire l'ex-

trémisme dans les prisons et soutenir la réintégration des combattants terroristes étrangers de retour chez eux.

5. Lutter contre l'utilisation du cyberspace par le terrorisme visant à propager les idées violentes, collecter les dons et recruter des partisans pour des actes violents.

6. Établir une vision commune sur les activités et les récits de propagande terroriste pour les contrer et mettre en évidence les alternatives non violentes pour traiter les injustices.

VIII: Renforcer les capacités des collaborateurs internationaux

Inviter pour cela des collaborateurs disposant de bonnes ressources (expertise, relations dans les régions géographiques spécifiques) à accroître leur soutien aux pays privés de res-

sources et de capacités tout en réduisant la dépendance à l'aide américaine.

■ Actions prioritaires:

1. Création de grands groupes antiterroristes comprenant les pays alliés, le secteur technologique, les institutions financières et la société civile.

2. Augmenter les capacités des principaux collaborateurs étrangers: Services militaires, forces de l'ordre, services judiciaires, renseignements et sécurité, afin qu'ils puissent agir avec force et équité.

3. Promouvoir l'échange d'informations avec les collaborateurs.

4. Coopérer avec les parties prenantes locales et la société civile pour atténuer les injustices instrumentalisées par les terroristes, et promouvoir les valeurs de tolérance.

Entre continuation et discontinuité

Le Président Trump a décrit le plan américain comme un "changement dans l'approche des États-Unis d'Amérique en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention du terrorisme", mais en réalité, ce plan s'inscrit dans la continuité de l'approche de l'administration Obama basée sur le plan adapté du président George Bush concernant son approche de lutte contre le terrorisme lors de son deuxième mandat. Le plan du Président Trump tient compte en plus de la montée de Daech, de l'utilisation accrue des médias sociaux et des défis du retour chez eux des combattants étrangers. Mais il est très similaire au plan d'Obama publié en 2011.

Le plan de Trump adopte une approche de "coopération avec les gouvernements étrangers afin qu'ils prennent l'initiative tant que possible, et l'action commune avec les autres pour assumer la responsabilité de la lutte contre le terrorisme". Il s'agit d'une approche adoptée avant l'arrivée du Président Trump, par l'administration de Bush qui a eu recours aux forces

auxiliaires pour lutter contre Al-Qaïda. Le Président Obama a poursuivi cette approche et a fait de la collaboration avec les pays partenaires la pierre angulaire de son plan de lutte contre le terrorisme. Le nouveau plan américain réaffirme la coopération dans la lutte contre le terrorisme, mais de nombreux observateurs voient que les pratiques réelles de l'administration Trump ont miné toute cette coopération! Le langage que prône le plan s'oppose aux discours du Président Trump, en particulier avec l'OTAN, et ses réprimandes aux alliés pour leur demander de faire plus! Cela a suscité l'incertitude des alliés des États-Unis. Les décideurs politiques en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud se sont inquiétés de savoir si les États-Unis étaient toujours solidaires dans cette mission.

Le rapport annuel d'Europol a révélé ces préoccupations, soulignant que l'administration Trump est plus préoccupée par le conflit avec ses concurrents internationaux que par la lutte contre le terrorisme et la coopération avec ses alliés.

Pour que la coopération réussisse

L'une des faiblesses du plan américain est son incapacité à reconnaître pleinement les exigences d'une moindre dépendance envers la force armée pour lutter contre le terrorisme. Le plan ne discute pas comment traiter les injustices des populations défavorisées et fournir de l'aide pour permettre de répondre vigoureusement à ces injustices, avant que les groupes terroristes ne recrutent des individus. L'écart apparaît de même entre le texte du plan et la politique américaine. Contrairement à la lutte contre le terrorisme, où les gouvernements, les forces de sécurité et les services de renseignement coopèrent étroitement avec les États-Unis, la prévention du terrorisme nécessitant la coopéra-

tion avec les organisations de la société civile et d'autres acteurs non gouvernementaux n'affiche pas cette unité. L'administration Trump n'a rien fait en fait pour soutenir la société civile dans d'autres pays.

Terrorisme local

Le plan a pris en compte les menaces de terroristes locaux motivés par des idées extrémistes, et le document indique que "le terrorisme interne représente une menace réelle", mais puisque le Président Trump a focalisé sur les seuls militants islamistes et flirte avec l'extrême droite aux États-Unis, son administration ne devra pas prendre de mesures sérieuses pour contrer cette menace. Dr Stephen Tankel, ancien Consultant du Pentagone et membre du nouveau US Security Center, cite deux défis qui empêchent l'application de ce qui est inclus dans le plan de lutte contre les menaces terroristes internes. D'abord un défi juridique. La loi américaine définit le terrorisme local, mais ne spécifie aucune sanction associée (Cas de Timothy McVeigh, auteur des attentats à la bombe d'Oklahoma City et Dylan Storm Rove, assaillant de l'église noire à Charleston, en Caroline du Sud). Pour corriger cette lacune, le Congrès doit modifier la loi, ce qui ne semble pas aisé.

L'autre défi est politique, et concerne en particulier la politique du Président Trump, dont les extrémistes de droite sont parmi ses partisans les plus en vue. Ces extrémistes américains tels que les membres du Ku Klux Klan, ou les milices de droite et néo-nazis ont accru leur activité après son élection et organisé même des marches côte à côte des rassemblements pro-Trump.

Chemins contradictoires

Le plan emprunte des voies contradictoires lorsqu'il assimile la guerre contre le terrorisme à la guerre froide, décrite comme «des idées totalitaires

malveillantes qui défient le mode de vie américain». Une autre partie du plan parle de la prévention du terrorisme et de la nécessité de constituer une coalition plus large pour le combattre. «Il est difficile de concilier ces deux perspectives dans la lutte contre le terrorisme», explique Dr Jessica Tresco Darden, membre à l'American Enterprise Institute. Elle ajoute: «Le plus gros défaut du plan est de considérer les "groupes terroristes islamistes extrémistes" comme une menace existentielle pour les États-Unis, et leur confrontation comme une nouvelle guerre froide: Les États-Unis y vaincraient leurs ennemis, tout comme nous avons vaincu les tenants de la répression, du fascisme et du totalitarisme lors des guerres précédentes». Jessica Tresco souligne que le grand intérêt qu'accorde le plan à l'islam politique en solo est un problème pour plusieurs raisons:

1. Le plan surestime le danger auxquels les citoyens américains et les intérêts nationaux sont exposés de la part des groupes tels que Daech et Al-Qaïda.
2. Il considère le contre-terrorisme comme faisant partie d'un vaste conflit culturel et exagère l'impact de la propagande et des médias, en tant que sources de mobilisation et solutions, ce qui contribue à négliger les véritables injustices qui poussent de nombreuses personnes dans les pays en développement vers le terrorisme.
3. Le ciblage explicite de groupes islamiques risque de compliquer la coopération dans la lutte contre le terrorisme dans nombre de pays, car les groupes islamistes sont actifs politiquement, et le fait de lier l'islam à des "idées violentes, extrémistes et tordues qui justifient le meurtre de victimes innocentes" peut interrompre la coopération avec de nombreux pays musulmans dans la lutte contre le terrorisme. ■

Initiative de réadaptation et d'intégration des extrémistes au comportement violent

À la lumière de l'intérêt qu'elle porte aux initiatives qui rendent de grands services aux pays membres de la coalition, la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT) a adopté l'initiative (Programme de réadaptation et de réintégration sociale des extrémistes au comportement terroriste) visant à réhabiliter les jeunes qui se sont livrés à l'extrémisme violent et les réintégrer dans la société, afin qu'ils soient de bons citoyens qui contribuent à l'édification de leur communauté au lieu de chercher à la démolir.



■ La force ne peut pas chanter en solo!

Compte tenu de la complexité des facteurs et des causes de l'extrémisme violent, il importait qu'il existe de multiples façons de remédier aux idées extrémistes violentes de groupes extrémistes violents. Toutefois, certains croient toujours que seule la force peut vaincre les organisations terroristes! Certes, la force peut vaincre militairement ces organisations, mais elle demeure incapable de remédier aux racines du problème et à ses causes profondes qui lui assurent la survie.

Il y a une unanimité sur le recours au dialogue et à la discussion idéologique pour réduire le risque de violence associée aux idées fondamentalistes, soit à une approche dite douce, qui traite l'idéologie même qui a conduit à l'émergence de l'extrémisme violent.

Décrire l'extrémisme violent comme un simple problème de sécurité est inexact, car l'extrémisme est un problème complexe qui nécessite un traitement efficace de la part des différentes institutions sociales et scientifiques. Parier uniquement sur la force sécuritaire ou militaire pour combattre l'extrémisme est certes un pari perdant, ce

à quoi la plupart des pays y croient désormais, aussi ont-ils opté pour d'autres méthodes plus performantes susceptibles d'éradiquer le phénomène terroriste? Cette prise de conscience internationale de l'insuffisance de la solution militaire et du traitement sécuritaire a incité à chercher d'autres alternatives, et il semble se dégager une unanimité sur le recours au dialogue et à la discussion idéologique pour réduire le risque de violence associée aux idées fondamentalistes, soit à une approche dite douce, qui traite l'idéologie même qui a conduit à l'émergence de l'extrémisme violent.

■ Initiative intégrée

De cette optique est née l'initiative de la CIMCT, en tant que projet complet de réhabilitation et de réintégration, et de plan pratique pour la réadaptation des personnes impliquées dans l'extrémisme. L'initiative est une feuille de route pour traiter l'idéologie extrémiste. Elle utilise des plans (éducatifs) préventifs et des plans ciblant les victimes de l'extrémisme, optant ou non pour la violence. L'initiative de la CIMCT a tenu compte de sa pertinence pour les pays de la Coalition et les pays amis. Aussi, le projet a-t-il prévu plusieurs étapes, des programmes multiples et les modalités de mise en œuvre? Le projet se caractérise par la souplesse d'application, car il permet la mise en œuvre d'un seul programme ou d'une seule

étape, si l'ensemble du projet ne peut pas être mis en œuvre, ce qui signifie que l'application dépend des capacités et des besoins de chaque pays bénéficiaire.

■ Composantes du projet

Le projet s'appuie sur des programmes à appliquer selon des phases successives: (Le programme éducatif de réadaptation préventive, le programme de soins sociaux internes primaires, le programme de réadaptation scientifique, le programme réintégré de réadaptation et le programme de soins sociaux ultérieurs), en plus de trois autres volets: Le premier porte sur les principes de préparation des programmes de réadaptation et ses concepts connexes. Le second volet porte sur l'évaluation des programmes et des méthodes de réadaptation et de réintégration. Le troisième volet concerne le système administratif et la structure organisationnelle proposés, qui peuvent être développés ou modifiés conformément aux lois et aux convenances de chaque pays bénéficiant du projet. Le programme de l'initiative a été formulé de manière professionnelle pour réaliser le processus de réadaptation et de réintégration et éviter le risque potentiel de récurrence. Il a été conçu selon des étapes progressives, la première étape commençant dès le jour de l'arrestation de l'accusé, à travers les programmes de soins sociaux primaires, suivis par un parcours de

réhabilitation qui se poursuit après sa libération et son retour à sa communauté et sa famille. Le projet permet de convertir les prisonniers extrémistes violents en de bons citoyens actifs et soumis à la loi.

L'initiative a pris en compte l'indépendance de chaque étape, de sorte que la mise en œuvre d'une étape ne nécessite pas que l'étape précédente soit achevée. Le projet tient en compte l'intérêt, les besoins, et les priorités de chaque pays. Il ne se limite pas aux traitements en milieu carcéral ou dans les centres de réadaptation, mais prévoit le recours à la prévention éducative, qui touche toute la société, dans le cadre d'un plan complet de thèmes, de sites ciblés et de procédures de mise en œuvre.

■ Importance du traitement intellectuel

En adoptant cette initiative, la CIMCT estime que les traitements idéologiques intégratifs sont plus aptes à éradiquer la pensée extrémiste, ou du moins à atténuer sa gravité. Elle est pleinement consciente de l'importance du couplage entre l'approche sécuritaire et l'approche idéologique, en tant que bases solides, sine qua non, pour parvenir aux solutions escomptées. Elle est également convaincue que cette initiative sera d'une grande utilité pour les pays membres à qui elle sera fournie très bientôt une fois que le guide de procédure est achevé. ■



Groupes haineux

Remorqueurs du terrorisme radical de droite

■ Abdul Sattar Abdul Rahman^(*)

Flambée mondiale du terrorisme extrémiste en Occident, en particulier en Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Océanie. Selon l'Indice Mondial du Terrorisme (GTI 2019), les crimes terroristes commis par ce courant ont augmenté de 320% au cours des cinq dernières années. Le rapport note que les attaques de l'extrême droite "n'ont pas été prises suffisamment au sérieux par les services de sécurité et de renseignement occidentaux, qui auraient dû prêter plus d'attention à cette menace".

^{*} Journaliste et chercheur.

Les statistiques du National Forum for the Study of Terrorism and the Responses to it (START) aux États-Unis d'Amérique ont révélé que «les extrémistes de droite ont commis plus de 217 meurtres entre 1990 et 2018, et si nous excluons les événements du 11 Septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique, les extrémistes de droite surpassent les dits extrémistes islamiques en terme d'activités terroristes commises aux États-Unis d'Amérique. Du 12 Septembre 2011 à 2014, la droite a commis 81 attentats terroristes ayant tué 131 personnes, tandis que les soi-disant extrémistes islamiques ont commis 28 attentats ayant tué 51 personnes».

Aux États-Unis, les crimes haineux se sont élevés à 7 775 affaires criminelles en 2017 et le nombre total de groupes haineux est passé à 1 020 en 2018.

Cette escalade du terrorisme est alimentée par les groupes haineux dont les États-Unis d'Amérique sont la principale base, et à partir desquels ils se propagent dans la plupart des pays occidentaux.

La colère des extrémistes blancs de droite a atteint le point de fièvre en 2018, après que le US Census Bureau a publié ses prévisions

selon lesquelles les blancs ne seront pas majoritaires d'ici 2044, ce qui a contribué à pousser la haine à un niveau plus élevé, le nombre total de groupes haineux étant passé à 1 020 en 2018, soit avec une augmentation d'environ 7% par rapport à 2017, selon The Year in Hate: Rage Against Change. Le rapport annuel du Federal Bureau of Investigation (FBI) a révélé que les crimes de haine s'élevaient à 7 775 incidents criminels en 2017, contre 6 121 incidents en 2016.

Lors des élections législatives de mi-mandat de 2018, les extrémistes blancs ont commis trois attaques terroristes qui ont tué 15 personnes, et une quatrième attaque a échoué. La violence a été si choquante que les sondages d'opinion menés par la CNN ont conclu que les 3/4 des électeurs ont déclaré que la race était un facteur déterminant dans leur vote.

Parmi les nouveaux groupes extrémistes de droite les plus en vue aux États-Unis d'Amérique il y a le mouvement Rise Above (R.A.M.), dont les membres déclarent lutter contre un «monde moderne gâché par la culture des libéraux, des juifs, des musulmans et des immigrants non blancs». Le mouvement qui a annoncé sa création lors d'un rassemblement en soutien au Président américain "Donald Trump"

près de Huntington Beach en Californie, opte pour la violence. Ses membres font la promotion de la doctrine néonazie sur divers réseaux sociaux. Certains d'entre eux ont un casier judiciaire pour usage de violence. D'autres ont participé à plusieurs marches telles que "A March Against the Law" à San Bernardino, Californie à la mi-Juin 2017, organisée par le groupe haineux "ACT for American" fondé par Brigitte Tudor, dite Brigitte Gabriel en 2007 et fort de 750 000 membres et plus de 1 000 succursales. C'est le plus grand groupe antimusulman aux États-Unis d'Amérique.

Le Front National (PATRIOT FRONT) a été fondé en Août 2017 en Virginie par l'extrémiste Thomas Rousseau qui n'avait que 18 ans à l'époque! Le Front a repris l'ancien site de Vanguard America appelé "Blood and Soil" (bloodandsoil.org), un slogan inspiré d'un poète nazi.

■ Les chiffres parlent

Le groupe (Identity Evropa) a grandi très vite, le nombre de ses succursales est ainsi passé d'une succursale en 2016 à 15 succursales en 2017, puis à 38 en 2018. Il est à la pointe du recrutement de jeunes blancs et donne un caractère intellectuel à ses prétentions racistes. Le nombre de succursales d'Identity Dixie fondée en 2017 a atteint sept bureaux, un an après

sa fondation. L'organisation (Division Atomwaffen) avec son nom allemand et ses pratiques nazies violentes, et dont les membres sont accusés d'être associés à cinq homicides depuis Mai 2017, est passée d'une branche en 2017 à 27 branches en 2018.

■ Internet sous charge

Les groupes haineux utilisent des médias sociaux pour diffuser leurs idées et recruter des partisans. Cesar Sayoc, 56 ans, qui a envoyé 14 bombes à tube aux détracteurs du Président Trump, a utilisé Internet pour diffuser des discours de haine contre les minorités musulmanes, les immigrants illégaux et les démocrates.

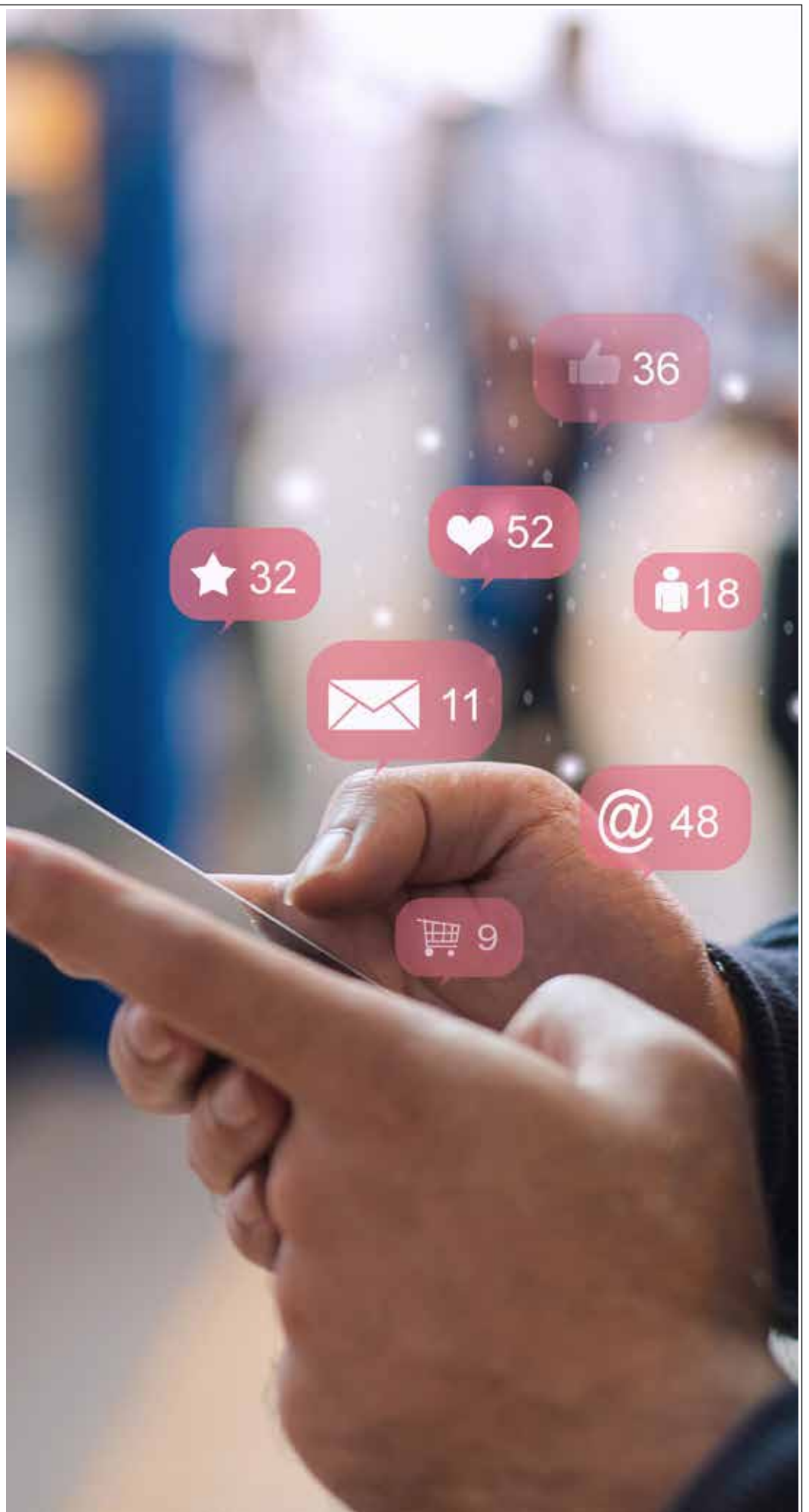
La plupart des groupes extrémistes de droite ne sont plus des groupes traditionnels dotés d'une direction classique, mais forment plutôt des réseaux organisés qui se basent principalement sur la propagande et Internet.

Bien qu'il ait été arrêté cinq jours après avoir envoyé les colis piégés, et qu'il ait été inculpé de plusieurs accusations, dont la plus importante était de menacer d'anciens présidents et de posséder des explosifs illégaux, ces accusations n'incluaient pas la mau-

vaise utilisation des médias sociaux, et il a fallu cinq jours après son arrestation pour que Twitter ferme son compte.

Dans la plupart des cas, les sociétés technologiques ne prennent pas au sérieux les crimes de haine. La plupart des sites d'extrême droite, en particulier informels, sont placés sous les rubriques liées à la liberté d'opinion, et les sociétés attendent qu'il y ait de la violence physique contre les victimes pour que des mesures significatives soient prises, ce qui a été le cas après que Dylan Roof ait tué neuf noirs en 2015, à la suite des émeutes qui ont fait un mort et près de 20 autres blessés en Virginie en 2017 dans la plus grande manifestation raciste, convoquée par l'extrême droite via Facebook. Ce qui est dangereux, c'est que la majorité des groupes d'extrême droite ne sont plus de simples groupes, mais forment plutôt des réseaux organisés via les sites Web.

Avec la croissance rapide du nombre d'utilisateurs des médias sociaux, les groupes haineux d'extrême droite ont réussi à diffuser leur propagande à des millions d'utilisateurs, et bien que les sociétés technologiques leur aient fermé de nombreux comptes officiels, rien n'est fait pour les pages de groupes informels dirigés par des leaders dans ces groupes dont les comptes sont bloqués! Ainsi, Facebook a refusé



d'interdire le site de Proud Boys qui cible les immigrants et les musulmans, et qui constitue un site de rassemblement pour ceux qui rejoindront plus tard les groupes extrémistes. Bien que le groupe ait mené une marche violente à Portland en Juin 2018, Facebook a déclaré que le groupe n'a pas violé ses normes et lui a gardé son site, ignorant les vidéos qui documentaient les agressions abusives du groupe.

En Août 2018, Jack Dorsey, PDG et co-fondateur de Twitter, a annoncé que sa société n'interdirait pas le compte d'Alex Jones, l'un des leaders de droite les plus en vue, quoique d'autres sociétés, telles que Facebook, YouTube et Apple, ont pris des mesures contre Jones. YouTube a rencontré des problèmes en 2019 après qu'une enquête de CNN a révélé que la société diffusait des publicités pour plus de 300 grandes marques sur les chaînes promouvant l'extrémisme. Avaaz New York, qui lutte contre la haine sur les sites Internet dans 40 pays, a révélé que plus de 500 groupes suspects opèrent à travers la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la Pologne et l'Espagne, et que les pages que Facebook a fermées ont reçu plus de 500 millions de vues.

■ **La haine transfrontalière**

Les États-Unis d'Amérique ont une très grande capacité



ité d'influencer les pays du monde, en raison de leur influence politique, économique et intellectuelle. L'émergence d'un courant politique, culturel ou intellectuel et sa propagation dans ce pays produit une large résonance dans le monde entier, et donc l'impact des groupes haineux américains et l'extrême droite blanche s'est étendu à l'Europe et au Japon. Le populisme de droite alimenté par la haine anti-immigrant s'est répandu dans le monde entier. Les recherches effectuées par le journal britannique The Guardian avec plus de 30 politologues, ont montré qu'un Européen sur quatre vote pour des partis populistes.

Les extrémistes de droite américains aident leurs alliés du monde entier

avec leurs réseaux internationaux. Ainsi, le parti d'extrême droite anti-immigration Lega, arrivé au pouvoir en Italie en mars 2018, dans le cadre de la coalition au pouvoir, est un allié du Congrès Mondial des Familles (WCF) dirigé par l'activiste de droite américain Brian Brown. Matteo Salvini, le Chef du Parti Lega, est devenu ministre

de l'Intérieur et vice-premier ministre italien, et a ouvert les portes du pays grandes ouvertes aux extrémistes de droite américains tels que le leader des médias d'extrême droite, Steve Bannon. Salvini, le Premier ministre hongrois de droite Viktor Orban et le Président moldave Igor Dodon ont coopéré avec (WCF) et ont envoyé leurs discours pour être lus lors de la conférence annuelle du groupe qui réunit un grand nombre d'extrémistes d'extrême droite.

Le rapport officiel de l'Observatoire pour le Suivi des Crimes de Haine en Italie (OSCAD) a révélé que ces délits ont triplé entre 2017 et 2018, passant de 92 à 360 délits.

Au Japon, des membres du groupe extrémiste de

Un tiers des tueurs extrémistes blancs qui ont perpétré près de 350 attaques terroristes extrémistes en Europe, en Amérique du Nord et en Australie entre 2011 et 2017 ont inspiré ceux qui ont commis des attaques similaires.



droite appelé Zaitokukai sont descendus dans les rues de Tokyo en 2007 en criant: «Tuez les bons et les mauvais coréens». Ce groupe a formé un parti politique dont le chef Makoto Sakurai s'est rendu aux États-Unis d'Amérique en 2018 et a salué ses relations avec les nationalistes blancs américains. Le groupe Zaitokukai est très similaire des groupes européens de droite et ciblent les minorités ethniques avec des attaques violentes.

Les statistiques du rapport annuel sur la protection de la constitution en Allemagne, compilés par les services de renseignement qui surveillent les activités anticonstitutionnelles, montrent qu'il y avait 24 100 extrémistes de droite

dans le pays en 2018, dont environ 12 700 personnes ciblées par la violence. La violence de droite a augmenté de 71% entre 2017 et 2018.

Concernant le nombre d'incidents haineux non signalés contre des Ukrainiens, des musulmans et des Africains subsahariens vivant en Pologne, le rapport d'Ipsos montre que sur 269 crimes, 19 seulement ont été signalés à la police!

Une étude publiée par le New York Times en référence à la base de données sur le terrorisme mondial publiée par l'Union Nationale pour l'Étude du Terrorisme à l'Université du Maryland Start a révélé qu'au moins un tiers des tueurs extrémistes blancs qui ont perpétré près de 350 attaques ter-

roristes extrémistes en Europe, en Amérique du Nord et en Australie entre 2011 et 2017 ont été une source d'inspiration pour ceux qui ont commis des attaques ultérieures. Lors de l'incident de tirs de masse au Texas en Août 2019, l'auteur, Patrick Crusius (21 ans), a publié une déclaration quelques minutes avant de commettre son crime en disant qu'il s'était inspiré de l'attaque de deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande en Mars 2019, dont l'auteur Brenton Tarrant, 28 ans, a mentionné dans une déclaration qu'il a publiée sur Internet Anders Behring-Breivik, un extrémiste de droite qui a tué 77 personnes en Norvège le 22 Juillet 2011.

Le défi auquel sont confrontés les forces de l'ordre pour lutter contre les crimes de haine en Occident est la myopie considérant l'extrémisme islamique comme le seul moteur du terrorisme international.

Fait intéressant, Behring a inspiré quatre autres extrémistes blancs, en plus de Tarrant, qui a également salué un Canadien qui a ouvert le feu dans une mosquée à Québec en 2017. Au moins quatre tueurs extrémistes blancs

ont fait des déclarations en ligne faisant l'éloge d'Elliot Rodger (22 ans) qui a tué six personnes et blessé 14 autres près du campus de l'Université de Californie à Santa Barbara, avant de se suicider dans sa voiture le 23 Mai 2014.

Ce cercle d'extrémistes blancs de droite de la Norvège aux États-Unis, Nouvelle-Zélande et Canada indique qu'ils transcendent leurs affiliations nationales et se considèrent comme faisant partie d'un réseau mondial. "Ils ne se considèrent pas comme des Américains ou des Canadiens..., ils ont peut-être agi d'une manière qui semblait locale, mais la pensée a toujours été de construire un mouvement blanc", a déclaré Heidi Beresh, Directrice du Renseignement au Southern Poverty Law Center, qui publie des rapports périodiques sur ces extrémistes et la haine aux États-Unis d'Amérique, ajoutant que "compte tenu de ces liens internationaux, il est important de revoir la nature de cette menace". Wei Kay et Simon Lyndon, qui a écrit l'étude susmentionnée du New York Times, font référence au défi auquel sont confrontés les forces de l'ordre pour lutter contre les crimes de haine en Occident, à savoir la "myopie représentée par l'intérêt porté à l'extrémisme islamique comme étant le seul moteur du terrorisme international". ■

Jeunesse et extrémisme:

Raisons pour lesquelles les jeunes rejoignent les groupes extrémistes violents dans les zones de conflit

■ Dr. Mansour ben Saïd Al-Qarni(*)

* Chercheur aux questions d'extrémisme, de réadaptation et de réintégration.

Le départ de nombreux jeunes musulmans en général et d'Arabes en particulier, aux zones de conflit et de combat depuis le début de la première guerre d'Afghanistan contre l'Union Soviétique, puis lors de la guerre contre les États-Unis d'Amérique, ainsi que pour participer aux conflits en Tchétchénie, en Bosnie-Herzégovine, en Somalie et dans certaines régions d'Afrique, ou bien aux hostilités en Irak et à la guerre dévastatrice en Syrie, tout cela a engendré des situations à risques et des craintes sécuritaires, sociales, culturelles et intellectuelles, qui se

sont confirmées suite au retour à leurs patries de ces jeunes ayant formé les premiers noyaux des cellules extrémistes optant pour la violence et les actes terroristes qui ont vu le jour dans la plupart des pays arabes et islamiques.

■ L'attrait de l'extrémisme!

Cette ruée de jeunes arabes et musulmans vers les régions des conflits sanglants et des combats violents, en particulier en Syrie, soulève de nombreuses questions sur les raisons de tout cela, et si des caractéristiques psychologiques, sociales ou culturelles distinguaient ces jeunes arabes et musulmans des autres, pour les inciter à se rendre dans ces régions, bien

qu'ils soient conscients du danger auquel ils sont exposés et de l'incrimination de s'y rendre, selon les juridictions en vigueur ou les fatwas émises par les institutions scholastiques et les érudits dans leurs pays.

Ce qui est vraiment frappant, c'est la capacité des organisations terroristes à attirer les jeunes, à les inciter à rejoindre leurs rangs et à les recruter, ce qui a donné à ces organisations plus de vigueur et les moyens de survie, grâce à ces jeunes cadres enthousiastes, de différentes nationalités et cultures et de diverses disciplines, capables d'assumer toutes sortes de tâches et de fonctions. C'est pourquoi, ces organisations

ont pu s'adapter et diffuser leur pensée et leur mode de vie. Ainsi se posent de nombreuses questions sur le secret de la force d'attraction qu'exercent sur la jeunesse ces organisations extrémistes et terroristes.

■ Vide psychologique

En réponse à cette problématique, il a fallu mener une étude objective, basée sur une approche scientifique cohérente appuyée par l'expérience dans le domaine de la sécurité et de la réhabilitation, afin de présenter une vision plus précise qui diagnostique la situation, qui soit plus proche de la vérité de cette problématique, et qui aide les responsables de la lutte contre l'extrémisme à mieux comprendre la situa-





tion pour pouvoir développer des plans qui empêchent les jeunes de se rendre à ces milieux incubateurs du terrorisme, tout en ayant en même temps la capacité d'accueillir les jeunes rapatriés de ces régions et de les réhabiliter idéologiquement et sur le plan des attitudes, que ce soit pour conjurer leur danger et les réintégrer dans la société, ou pour empêcher qu'ils ne soient instrumentalisés de nouveau dans des actions hostiles à leurs pays. Les résultats des études ont indiqué que le secret réside dans les jeunes eux-mêmes, et dans les circonstances qui les entourent, ayant fait de chacun d'eux une proie facile pour ces groupes qui se présentant en guise d'alternative idéale répondant à leurs aspirations et à leurs besoins. Par conséquent, le comportement violent apparaît initialement comme un sentiment personnel ressenti par l'extrémiste et un état psychologique qui constitue la base de toutes ses actions sujettes aux influences externes, ce qui se manifeste dans la pratique par un comportement violent sous diverses formes, et divers aspects extrémistes, épousant toutes sortes de causes politiques, nationales, religieuses, intellectuelles et confessionnelles.

Nous constatons, en effet, que ces groupes, en particulier l'Organisation (Daech), ont profité des mauvais-

es conditions (politiques, économiques et sociales) vécues par les jeunes dans leurs sociétés, tout autant que du vide spirituel et de l'instabilité psychologique dont ils souffraient pour leur adresser un discours affectif capable de combler leurs manques en promouvant des slogans séduisants et prometteurs, faisant croire aux jeunes qu'adhérer à ces groupes, les soutenir ou du moins sympathiser avec eux, est en fait une sorte de soutien à l'islam et aux musulmans, et une manière de hisser haut l'étendard du monothéisme, face à l'injustice et la corruption qui affectent le monde islamique, la persécution dont ils souffrent et le pillage systématique de leurs biens et de leurs ressources. Ces groupes maîtrisent l'art du discours affectif qui bouleverse l'âme et les émotions grâce à sa rhétorique émouvante, et ses descriptions saisissantes, déclamées dans des chants enthousiastes et pathétiques, usant en cela de technologies numériques de pointe pour promouvoir leurs idées socialement acceptables, mais en vérité trompeuses et profondément hypocrites et dans lesquelles ils prétendent avoir remporté des victoires sur les ennemis de Dieu. Ils exercent de cette façon leur influence sur les âmes et les esprits des jeunes mentalement préparés à ce

discours, car ces écervelés perçoivent les exploits que miroitent cette propagande comme une compensation à leur impuissance et à leurs faiblesses, et se pressent d'accepter le joug de ces groupes, à la recherche d'un héroïsme illusoire, d'une fausse célébrité et d'un pseudo-triomphe sur soi, au prix fort de détruire l'autre.

■ **Excitation et réponses**

L'attrait qu'exercent les groupes extrémistes et violents sur de nombreux jeunes, qui affluent vers les pays secoués par les conflits armés est dû à deux principales raisons, et à d'autres raisons secondaires. Ces deux raisons sont: Le facteur subjectif (interne et personnel), et le facteur environnemental (social). Les deux raisons représentent (la cause stimulante) et (la réponse au stimulus).

Les différentes écoles scientifiques, intellectuelles et de recherche dans les diverses disciplines qui ont étudié les causes de l'extrémisme et du comportement terroriste, mettent en évidence de nombreux facteurs interdépendants qui interagissent à long terme et engendrent l'idéologie extrémiste et violente.

Les causes personnelles sont inhérentes au moi profond de la personne, que l'on peut qualifier de motivations intérieures, sortes de stimulus interne et de force intrinsèque qui pousse l'individu à adopter

un comportement donné pour satisfaire un besoin ou atteindre un objectif personnel, sur la base d'un désir interne d'autosatisfaction, cette tendance s'accompagnant souvent d'une forte pulsation qui s'extériorise sous l'impulsion du stimulus extrinsèque. Les désirs pressants du groupe qui penche pour l'extrémisme se manifestent dans une sorte de fuite de la réalité pour diverses raisons mentales et sociales, ce qui rend difficile toute résistance à cette force et accule l'individu à adhérer aux groupes violents, en particulier dans les zones de conflit. Cette adhésion est facilitée par la fragilité doctrinale des recrues qui agissent en dehors de toutes contraintes juridiques en matière de djihad.

■ **Environnement d'extrémisme**

Il convient d'attirer l'attention sur le fait que les motifs psychologiques qui poussent à fuir la réalité font l'apanage des groupes extrémistes et violents, qui s'intéressent aux jeunes psychologiquement désorientés, et cherchent à les recruter, en raison de leur faible conscience de la réalité et des conséquences de leurs actes, vu qu'ils sont sous l'emprise de troubles psychologiques, sans compter qu'ils forment la catégorie la plus appropriée pour mener des actes violents, des meurtres et des opérations suicidaires.

Quant aux causes environnementales, ce sont toutes les stimulations externes entourant la personne, et l'ensemble des conditions externes qui ont un impact sur la vie humaine et façonnent les styles de vie, les comportements, les modes de pensée, les types d'action.

L'environnement et les différentes conditions sociales vécues par les jeunes en plus des souffrances psychologiques qu'ils endurent, les rendent plus vulnérables à l'extrémisme; et ils finissent par penser que rejoindre les groupes violents et adopter les moyens musclés pour régler les problèmes est la voie à suivre, ce qui est en fait une manière d'échapper à la réalité, en rejoignant le groupe qui les aide à dépasser la crise dont ils souffrent. Les groupes extrémistes remplissent les critères souhaités par les jeunes en quête de leur moi perdu, car ils parviennent à enflammer leurs sentiments avec leurs discours incendiaires et à les motiver psychologiquement. Il est frappant de constater que les causes externes qui poussent les jeunes à rejoindre les groupes extrémistes violents ne sont pas similaires dans toutes les sociétés, mais diffèrent d'une société à l'autre, d'une classe sociale à une autre classe, et d'une époque à une autre. Toutefois, il existe souvent une raison

fondamentale à l'origine de tout cela, qui est l'absence de pluralisme idéologique et l'hégémonie de l'opinion dominante et unilatérale, ce qui favorise l'extrémisme et le dote de l'environnement propice, alors qu'en fait s'il y avait multiplicité d'idées, et liberté d'opinion, cela aura permis de contrer et d'éliminer l'extrémisme.

■ De la réalité

Il convient d'illustrer ces causes par l'exemple réaliste suivant: «L'un des détenus raconte qu'il était toujours en désaccord avec son père quand il était au secondaire (facteur social familial), car le père voulait que son fils rejoigne une section académique spécifique, mais le garçon ne voulait pas de cette section, il voulait une autre section (facteur éducatif), et afin de répondre au désir de son père et de mettre fin au désaccord, il a rejoint la branche que son père voulait, mais sa dispute avec son père (facteur social familial) n'a pas pris fin. Ce jeune homme a donc décidé d'échapper à cette réalité à la suite de la lutte psychologique dont il a souffert (facteur psychologique.) Il a eu l'idée d'aller en Irak pour le djihad, et il a demandé au professeur d'éducation islamique de lui trouver un moyen de regagner l'Irak (facteur éducatif socioreligieux). Après quelques jours, le professeur a réussi à le recommander à des personnes qui commet-

taient des actes terroristes à l'intérieur du pays. Il ne connaissait aucun d'entre eux. Ils ont commencé par lui demander d'acheter une voiture en son nom à leurs frais, ce qui fut fait. Après avoir utilisé le véhicule, ils l'ont informé que la voiture pourrait être recherchée par les autorités de sécurité car elle a été utilisée contre les agents de l'ordre, sachant que la voiture est en son nom, et qu'il pourrait donc être arrêté. Il fut alors contraint, selon leur recommandation, de se cacher avec eux. Il n'a rien dit de tout cela à son père par faiblesse de caractère (facteur psychologique). L'étape suivante consistait à l'endoctriner et lui inculquer l'idéologie extrémiste et à le persuader que le pouvoir est hérétique! Il n'était pas au courant de la signification de l'hérésie (Takfir) mais il a adopté leurs opinions extrémistes et leurs croyances Takfiristes. Puis on franchit avec lui une autre étape qui consistait à lui livrer des armes et à lui apprendre à s'en servir, sous prétexte de les utiliser en cas de légitime défense. Puis la dernière étape a été de passer aux actes terroristes, en s'attaquant et en résistant aux forces de sécurité, et il fut blessé dans un accrochage». Dans cet exemple, on remarque qu'il existe différents facteurs imbriqués l'un dans l'autre. Il s'est avéré, que cet élève souffrait d'une faiblesse de personnalité et d'un manque d'estime de soi, car il dépendait des autres pour décider de son sort et prendre à sa place les décisions importantes. Il apparaît aussi que ses connaissances religieuses et culturelles étaient défaillantes. Il n'a pas réussi à choisir le bon scholastique digne d'être consulté, mais il s'est plutôt appuyé sur ses relations scolaires avec un enseignant qu'il ne connaissait pas bien! De même, il s'est avéré que la relation entre l'élève et sa famille souffrait d'un manque de confiance, car il n'a pas informé les siens de tout ce qui s'est passé, en particulier des conseils que l'enseignant lui a donnés, et il a fini par fuir sa famille et l'école selon les conseils de l'instituteur, de même qu'il n'a pas informé sa famille lorsque la cellule lui a affirmé qu'il était devenu une personne recherchée et qu'il devait participer à ses opérations. Il est à noter aussi que la famille a imposé sa volonté, selon les coutumes et les valeurs sociales qui préfèrent les cursus scientifiques, faisant fi des capacités et des choix personnels des apprenants. Intervient ensuite l'impact de l'enseignant qui a utilisé sa position ou son statut religieux pour diriger l'élève vers le monde de l'extrémisme et le recruter dans une cellule terroriste. Nous avons en conséquence

plusieurs causes et facteurs déterminants dans cette problématique, qui a été au début éducative, ensuite familiale, puis sociale et psychologique, pour finir par être religieuse, avant de sombrer en fin de compte dans l'extrémisme et l'adhésion à un groupe terroriste violent.

■ **Conclusion et leçon tirée**
On peut dire que l'idéologie extrémiste et le comportement terroriste violent adoptés par de nombreux jeunes ne naissent pas de façon arbitraire mais répondent à des conditions et des facteurs bien déterminés. Toutefois, on ne peut pas être certains qu'il existe une cause unique qui conduise à l'émergence de la pensée extrémiste violente. Le terrorisme et le comportement violent, sont en fait le résultat de divers facteurs (psychologiques et sociaux) complexes, ce qui nécessite une analyse approfondie de la plupart des facteurs enchevêtrés auxquels sont confrontés les individus et la communauté internationale.

Par conséquent, il faudrait traiter le problème du départ des jeunes vers les zones de conflit et leur adhésion à des groupes extrémistes violents, selon le point de vue psychologique et environnemental, qui est le plus proche de la logique, sur la base des preuves tangibles puisées dans le domaine sécuritaire, surtout que les contacts avec cette

catégorie de jeunes dans les prisons ont permis de recueillir de nombreuses informations importantes en la matière. Dire que le djihad est dû à des motifs religieux ou idéologiques est une assertion qui manque d'exact-

itude, nécessite d'être prouvée, et peut porter atteinte à la religion islamique, car cela fait l'affaire des ennemis de l'islam.

Le projet n'est pas d'ignorer, d'exclure ou de nier l'apport de l'idéologie ou des senti-

ments religieux, qui sont un facteur parmi tant d'autres. Ces facteurs représentent ensemble des motivations qui agitent le moi profond de l'individu et poussent la personnalité sous pression à chercher des

échappatoires susceptibles de réduire les pressions, comme de s'adonner à la consommation de l'alcool et des drogues, ou à fuir vers les pays où les conflits sanglants et les combats violents font rage. ■



Rôle des acteurs universitaires dans l'élaboration de politiques innovantes de prévention de la radicalisation

Le cas italien

■ Mohammed Khalid Ghazzali (*)

Le phénomène de la radicalisation violente apparaît aujourd'hui comme une menace possible à la cohésion sociale en Italie. Bien que le djihadisme transnational n'ait pas touché ce pays jusqu'à présent, l'alarme a incité les institutions publiques à se concentrer sur le développement de stratégies de contraste et de prévention adéquates.

Dans ce contexte, au-delà des actions répressives et du renseignement, l'importance préventive et contrastée des « contre-discours » visant à réfuter le prosélytisme extrémiste et à proposer des visions alternatives à celles proposées par la communication des groupes terroristes a été prise en considération. Une action qui a cet objectif ne peut renoncer à un mode multi-niveaux et multi-agences (Battistelli 2013), coordonnant non seulement les institutions mais aussi des pans importants de la société civile, mais surtout pour ne pas se limiter à démontrer la fausseté de la communication des extrémistes violents et d'offrir à la place des stéréotypes de la propagan-

de extrémiste la voie d'une connaissance efficace, basée sur un engagement intellectuel ordonné et continu.

Face à un phénomène tel que celui d'un extrémisme qui prétend avoir une interprétation authentique de l'islam, l'importance de la communication religieuse et donc le rôle des acteurs religieux dans ce domaine est depuis longtemps reconnu. Depuis vingt ans, les imams, leur profil socioculturel, leur connaissance des sciences religieuses, leurs relations avec la politique, sont devenus des sujets d'étude. Avec l'émergence de la menace jihadiste, leur rôle vis-à-vis de la gestion du phénomène et du problème de leur

* Professeur de sociologie, Université de Padoue.

formation est devenu de plus en plus crucial.

Cette contribution illustre les éléments originaux de la voie italienne de la prévention qui consiste en un projet pilote financé par le gouvernement italien, où les véritables protagonistes se révèlent être les acteurs académiques et les lieux de la connaissance scientifique (un réseau des universités italiennes et celles de certains pays de l'Organisation de la Coopération Islamique-OCI).

■ L'«**Imamat**» en Europe et la question de la formation

En Europe, la question de la formation des imams a commencé à apparaître importante bien avant le 11 Septembre 2001. En Angleterre et en Belgique, où la présence de la population musulmane est déjà importante, les premières expérimentations de stages de formation de guides religieux ont été enregistrées dans les années 80 (Peter 2018). Le rôle des imams dans l'évolution des communautés islamiques est de plus en plus conçu comme l'objet d'une éventuelle intervention visant à consolider l'inclusion des musulmans dans les sociétés

Face à un phénomène tel que celui d'un extrémisme qui prétend avoir une interprétation authentique de l'islam, l'importance de la communication religieuse et donc le rôle des acteurs religieux dans ce domaine est depuis longtemps reconnu.

d'accueil (Pace, Rhazzali 2018), à prévenir les conflits et surtout à proposer une image de la religion islamique incompatible avec celle évoquée dans la propagande des groupes radicalisés.

Les imams commencent par assurer des services liturgiques essentiels pour sortir progressivement du domaine religieux et faire face à des problèmes plus larges: aider les malades et les prisonniers, enseigner la religion, gérer les conflits familiaux, représenter sa religion et sa communauté en tant qu'expert (Hashas, de Ruitter, Valdemar Vinding, 2018). Cette évolution semble créer progressivement un espace sans précédent pour la valorisation de la composante féminine (Rhazzali 2017).

Il s'agit en fait d'un recadrage continu

Les objectifs du Projet PriMED sont replacés dans une perspective plus large de soutien d'un islam de plus en plus conscient de ses racines européennes et italiennes.

de la composante islamique plaçant en premier lieu la question de la formation du personnel religieux et des responsables communautaires de cette religion.

■ Contribution des universités et partenariat avec les communautés locales islamiques

La réunion des Ministres de l'Intérieur du G7 tenue à Ischia le 20 Octobre 2017, avec la participation du commissaire européen aux migrations, a identifié le cyberspace comme le principal domaine opérationnel pour lutter contre l'extrémisme, en plus de l'utilisation de technologies innovantes pour la suppression du contenu terroriste, avec le renforcement de l'empowerment des partenaires de la société civile afin de développer des récits alternatifs.

En ce sens, les recommandations de l'Union européenne et le rapport de la

Commission d'étude sur le phénomène de la radicalisation et de l'extrémisme djihadiste appellent à la création de programmes ad-hoc dénommés Countering Violent Extremism-CVE, caractérisés principalement par une approche interdisciplinaire/transdisciplinaire et multi-agences, où une pluralité d'acteurs publics et privés sont impliqués. Une importance centrale est donnée au rôle potentiellement mené par la société civile, représentée par le monde du bénévolat et des associations laïques et religieuses, y compris celles islamiques. C'est dans ce cadre que se met en place l'initiative du gouvernement italien qui, en 2019, a lancé un appel à projet par le biais du Ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche: Appel MIUR-OIC-2018, visant à «promouvoir des projets de formation universitaire et postuniversitaire entre l'Italie et les États participant à l'Organisation de Coopération

La voie italienne de la prévention consiste en un projet pilote financé par le gouvernement italien, où les véritables protagonistes sont des acteurs académiques et certains pays de l'Organisation de la Coopération Islamique-OCI.

Islamique (OCI) pour comprendre le phénomène de la radicalisation et améliorer l'intégration en Italie; Décret exécutif n°3089 du 16/11/2018-ID 82382). Cette action a donc donné naissance au projet en cours de réalisation «Prévention et Interaction dans l'Espace Trans-méditerranéen». Ainsi, pour la première fois en Europe, un ministère des universités et de la recherche fournit des ressour-

es publiques pour financer un projet sur la prévention de la radicalisation violente, un domaine généralement réservé au Ministère de l'Intérieur ou à la présidence du Conseil des Ministres. Le Projet PriMED entend créer un espace de connexion et d'interface entre les institutions publiques et la société civile avec ses acteurs laïcs et reli-

Le rôle des imams dans l'évolution des communautés islamiques est de plus en plus conçu comme l'objet d'une éventuelle intervention visant à consolider l'inclusion des musulmans dans les sociétés d'accueil, à prévenir les conflits et à proposer une image de la religion islamique incompatible avec la propagande des groupes radicalisés.

gieux, visant à développer un modèle d'intervention original aux fins des politiques européennes de prévention de la radicalisation violente. Malgré le retard pris dans la reconnaissance formelle de la religion islamique à travers l'instrument juridique de l'«Intesa» (accord spécifique des droits religieux entre État et Groupes religieux), les institutions publiques nationales et locales et les acteurs de la société civile ont expérimenté depuis longtemps divers projets en partenariat avec des associations islamiques, identifiant des domaines d'intervention tant au sein de la communauté (formation du personnel religieux, cours pour ministres du culte, cours de médiation interculturelle) qu'externe (initiatives de dialogue interreligieux pour intervenir dans la vie des écoles et des prisons). Un aspect important du laboratoire italien est donné par le rôle que jouent de plus en plus les institutions univer-

sitaires. Dans la construction de ce laboratoire, l'activité d'un organisme universitaire qui constitue désormais un point de référence important dans le panorama scientifique internationale et aussi pour les acteurs religieux musulmans a joué un rôle primordial. Il s'agit du Centre de Recherche Interuniversitaire: FIDR (comprenant 8 unités de recherche) qui constitue le noyau du réseau PriMED (22 universités, 12 italiennes et 10 appartenant aux pays de l'OCl: Liban, Égypte, Tunis, Algérie et Maroc), qui est arrivé en tête du classement de l'appel MIUR-OCl. Dans ce cadre, deux formations universitaires ont été conçues et mises en œuvre: Le Master «Études sur l'islam de l'Europe», destiné aux leaders des communautés islamiques en Italie et le «Cours de formation avancée pour Imams et Mourschidat», destiné au personnel religieux opérant dans les associations islamiques italiennes. Ces objectifs sont replacés dans une perspective plus large de soutien d'un islam de plus en plus conscient de ses racines européennes et italiennes. Parmi les innovations qui caractérisent le Projet PriMED, un croisement entre l'axe de coopération et

Les cours d'apprentissage du Projet PriMED sont élaborés dans le cadre d'une formation postuniversitaire, destinée au personnel déjà actif dans ce domaine et développée avec l'aide des principales organisations musulmanes actives en Italie.

d'échange scientifiques et celui de la formation du personnel religieux a été développé.

De toute évidence, le projet n'a pas l'intention de remplacer les commu-

nautés islamiques en ce qui concerne les compétences "théologiques" qui leur sont conférées par la législation actuelle, ni n'a l'intention d'expérimenter des cours de formation religieuse islamique qui prétendent acquérir une légitimité juridique dans le domaine religieux islamique.

Il s'agit de cours élaborés dans le cadre d'une formation postuniversitaire, destinés au personnel déjà actif dans ce domaine, développés avec l'aide des principales organisations musulmanes actives en Italie. Le projet éducatif propose aussi une analyse de l'implication de l'islam européen et italien dans l'évolution globale de la société.

La présence de guides religieux et spirituels culturellement incompatibles avec la rhétorique et la pratique du radicalisme violent semble être une ressource décisive pour contraster la propagation de la propagande du radicalisme violent.

■ Conclusion

La formation du personnel religieux musulman est une question extrêmement importante dans la perspective d'une évolution positive de la réalité de l'islam européen. La présence de guides religieux et spirituels culturellement incompatibles avec la rhétorique et la pratique du radicalisme violent semble être une ressource décisive pour contraster la propagation de la propagande du radicalisme violent. La contribution des guides à la croissance de la qualité religieuse et civile des communautés dans lesquelles ils sont appelés à opérer et une meilleure insertion sociale devraient rendre plus probable le succès effectif des objectifs italiens. ■

Ils ont dit du Terrorisme



“Le terrorisme ne peut être vaincu qu’à une double condition: En menant des opérations militaires et en investissant massivement dans les domaines social et économique pour assécher les sources du terrorisme”.

Idriss Deby
Le Président de la République du Tchad



“Les peuples d’Afrique sont en première ligne des efforts de lutte contre le terrorisme et la propagation de l’extrémisme violent, et il est urgent que la communauté internationale soutienne les États Membres de cette région”.

Antonio Guterres
Le Secrétaire Général des Nations Unies



“Les menaces terroristes nécessitent de renforcer les efforts pour lutter contre ce phénomène”.

Dr. Youssef ben Ahmed Al-Othaimen
Le Secrétaire Général de l’OCI



“Nous avons tous un objectif commun: Combattre et faire face à l’extrémisme et au radicalisme, et éradiquer la haine”.

Dr. Mohammed ben Abdul Karim Al-Issa
Le Secrétaire Général de la Ligue du Monde Islamique



“La haine n’a pas de religion et ne respecte pas les frontières, et la lutte contre le terrorisme est une responsabilité mondiale partagée”.

Musa Fakh Mohammed
Le Président de la Commission de l’Union Africaine

Les médias et le discours réfléchi

Colonel Hassan bin Suleiman Al-Amri

Médias et terrorisme sont deux termes quasi-indissociables. Si le terrorisme est le fléau de l'époque, alors les médias, par leurs divers moyens, leur développement accéléré et leur flux d'informations variées avec leurs lots d'actualité, d'analyses, de talk-shows et de couvertures, sont devenus l'emblème de notre temps. Les observateurs ont convenu à l'unanimité que les organisations terroristes ont réussi, on ne peut plus, à user des médias modernes pour se faire de la publicité et influencer l'opinion publique. En effet, les médias de tout vent, publics ou privés, ont contribué à promouvoir ces organisations, à propager leurs mensonges et crimes et à placer en vedette leurs penseurs, leurs théoriciens et leurs bourreaux, à travers les scoops, les buzz, et les émissions en direct!

Et c'est sur quoi la CIMCT a focalisé en faisant des médias l'un de ses principaux domaines d'action, assumant la mission de défendre l'islam et les musulmans, via un discours médiatique réfléchi qui surveille et étudie les événements et les analyse à travers les médias modernes et traditionnels.

Cette 2e édition du (magazine Althalouf) aborde les expériences, études, articles, stratégies, initiatives, enjeux et indices mondiaux dans le domaine de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, suivis d'analyses et d'approches focalisant sur les problèmes spécifiques et mettant en évidence les prémisses et les causes de l'outrance, de l'extrémisme et du terrorisme.

Le magazine Althalouf est trimestriel, mais nous avons trois autres publications traitant de la lutte contre le terrorisme, et des numéros mensuels: Le Bulletin de la Coalition, Lecture d'un livre et Rapports spéciaux.

Grâce à Allah, nous ne baisserons pas les bras tant que cette Coalition est en œuvre sur cette terre bénie, la terre du Royaume d'Arabie Saoudite. Avec le soutien de tous les États Membres, nous vous promettons, cher lecteur, un suivi attentif de tous les développements sur le terrain et un discours réfléchi et objectif.

Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le
Centre de la CIMCT



Département Général de la
Planification et de la Coordination
